

Moumouni Guindo répond aux accusations : “Je suis le juge d’instruction qui a mis en prison un ministre”

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 02 JUILLET 2019

399

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Propos de l'honorable
Moussa Diarra contre
la France au Mali**

**Incompréhension
entre la France,
l'Assemblée
Nationale et
le Rpm**



Présence de Barkhane au Mali : Le bilan fait débat



Brouilles diplomatiques : Tiébilé Dramé réchauffe l'axe Bamako-Rabat

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



Une

Propos de l'honorable Moussa Diarra contre la France au Mali : Incompréhension entre la France, l'Assemblée Nationale et le Rpm **P.4**

Brèves

CAN, dernière minute : Entraînements perturbés pour les Aigles **P.7**
Banditisme résiduel : Des maliens encore braqués ! **P.7**
Conseil Régional de Kayes : Les jeunes sonnent la révolte et dénoncent des détournements ! **P.7**
EUCAP Sahel au Mali : Visite conjointe Nations Unies - Union Européenne à EUCAP Sahel Mali **P.8**
Majorité présidentielle : IBK explique pourquoi il n'a pas choisi le successeur du PM Soumeylou Boubèye Maïga au RPM. **P.8**
Ousmane Cherif Madani Haidara : "Ceux qui tuent les peuls, sont les mêmes qui tuent les dogons" **P.8**
L'assassinat du Sergent-chef de Police Dramane Koné : Un des porteurs de coup mis à l'arrêt **P.9**
Résolution de la crise malienne de 2012 : Le président Ouattara félicite pour son "rôle salvateur" en faveur du Mali en 2012 **P.9**

Actualité

Moumouni Guindo répond aux accusations : "Je suis le juge d'instruction qui a mis en prison un ministre" **P.11**
Présence de Barkhane au Mali : Le bilan fait débat **P.12**
Casques bleus au Mali : L'armée canadienne cessera d'offrir des vols d'évacuation sanitaire **P.13**
Justice malienne : La hiérarchie des tribunaux de Bamako renouvelée **P.14**
Brouilles diplomatiques : Tiébilé Dramé réchauffe l'axe Bamako-Rabat **P.15**

Politique

Contribution de Drissa KANAMBAYE : La crise au centre du Mali ou les larmes du Yamé **P.16**
Région de Mopti : Un proche de Konaré nommé gouverneur **P.18**
Trois grandes figures pour conduire le dialogue politique : Forces et faiblesses des choix non consensuels **P.19**
Pr. Ali Nhoum DIALLO, Ancien Président de l'Assemblée Nationale du Mali ? Questions aux maliennes et aux maliens : Et si la prorogation du mandat des députés n'était pas le moindre mal ? **P.20**
Pr. Ali Nhoum DIALLO, Ancien Président de l'Assemblée Nationale du Mali, Ancien Président du Parlement de la CEDEAO Au bout du rouleau : IBK, la panne du Mali ! **P.22**
18e Anniversaire du RPM : L'intégralité du discours du camarade président Bokary Treta lors de la cérémonie de célébration au CICB, Bamako le 30 juin 2019 **P.23**

Culture & société

Inaïssa Touré, actrice comédienne : "Nous déplorons la fermeture des salles de cinéma et de spectacle au Mali" **P.27**

International

Côte d'Ivoire : Bédié critique le gouvernement et expose sa vision politique **P.28**
Bénin : Le président de l'Assemblée nationale évoque les « frustrations légitimes » de l'opposition **P.29**
Guerre en Libye : La bataille de Tripoli tourne en défaveur du maréchal Haftar **P.30**

Sport

Les Aigles en CAN : Se sortir du piège du 3ème Jour **P.31**
CAN 2019 : 4 qualifiés, un éliminé, 19 sélections en attente... **P.32**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougé

P.7



P.11



P.19





Propos de l'honorable Moussa Diarra contre la France au Mali : Incompréhension entre la France, l'Assemblée Nationale et le Rpm

L'intervention de l'honorable Moussa Diarra, député élu en Commune 4 du District de Bamako sur la liste RPM lors d'une plénière à l'Assemblée nationale, ses interviews dans les médias privés et sur les réseaux sociaux et surtout sa lettre ouverte au Président de la République française Emmanuel Macron ont fortement choqué l'ambassadeur de France au Mali. En effet, l'honorable député à l'Assemblée Nationale appelle à dénoncer les actes de la France au Mali qui selon lui jouerait un double jeu. Il demande à cet égard de prendre l'exemple sur certains pays voisins, notamment le Niger et le Burkina Faso.

Ces propos du député de la commune 4 ont valu au président de l'Assemblée nationale et au président du parti présidentiel, le Rassemblement Pour le Mali (RPM) deux lettres de l'Ambassadeur de France au Mali.

Dans ces correspondances, l'Ambassadeur apporte un démenti formel et catégorique aux propos du député. Dans cette lettre, les propos de l'honorable Moussa Diarra sont considérés comme contre vérités et insultants pour la

mémoire des militaires français et de toutes les autres forces étrangères qui ont fait le sacrifice de leurs vies pour la libération du territoire malien.

L'ambassadeur demande en outre au président du parlement, Issiaka Sidibé, de prendre des mesures contre le parlementaire.

La question que l'on se pose est de savoir comment un député du Rpm peut-il ainsi se comporter à l'égard d'un pays proclamé urbi et orbi par IBK ami du Mali ? Le Président de la République perd-t-il la main sur son parti ? Ou s'agit-il d'un énième jeu de rôle dont il a le secret ? C'est à dire que lui-même caresse la France dans le sens du poil tout en laissant le soin à ses lieutenants de la flinguer pour coller aux critiques ambiantes. Il faut à cet égard rappeler que la Commune 4 fut la circonscription du député IBK et que l'honorable Moussa Diarra est un de ses successeurs pour ne pas dire héritier. En tout cas, les lettres du représentant français sont très claires.

Le Rpm va-t-il demander des explications à son élu ? Et réagir ? Si oui de quelle façon ? Sera-t-il sanctionné ? Ou, a minima désavoué

? Ou le RPM se contentera de soutenir qu'il est libre de ses propos qui n'engagent pas le parti ? Une telle explication risque d'être courte pour le représentant plénipotentiaire du président Macron dont la Parti La République en Marche (La ReM) n'a pas hésité à exclure de ses rangs des députés qui ont tenus des propos ou adopté des comportements contraires à la ligne officielle du mouvement. Plusieurs réactions ont suivi la dénonciation du député. Certains maliens ont exprimé leur soutien et encouragements à l'honorable député qui n'est pas le seul député à s'en prendre à la France, une alliée et un pays ami du Mali. L'honorable Mamadou Hawa Gassama aussi, dans une émission radio a déclaré que la France exploite les ressources naturelles du Mali à Kidal. Plusieurs autres personnalités maliennes ont souhaité voir la France partir du Mali.

De hauts responsables maliens ont déjà soutenu qu'il fallait qu'on explique aux Maliens pourquoi les forces françaises ont empêché les forces maliennes d'entrer à Kidal.

Le général Moussa Traoré, ancien président du Mali, s'est interrogé sur les propos d'un ministre français en mission au Mali qui disait que les Touaregs sont les amis de la France. Moussa Traoré s'est alors demandé ce qu'était le Mali pour la France.

Quant à l'ancien premier ministre Moussa Mara, après sa mission sous haute tension à Kidal, il s'est demandé ce que faisaient les forces françaises et les autres forces onusiennes au Mali, avec une telle insécurité.

Plusieurs associations s'insurgent régulièrement contre la France pour, selon eux, sa position confuse au Mali.

Toutes ces interpellations contre la France devraient inquiéter ce pays et rappeler à l'ordre les autorités maliennes sur la finalité de la mission des forces internationales au Mali.

Il reste néanmoins que la France reste le premier partenaire économique du Mali et son principal avocat auprès de la communauté internationale. Il convient dès lors de purger définitivement ce genre de débats et établir des relations assainies entre les deux pays.

Le quotidien numérique Malikilé a pu avoir une copie des correspondances de l'ambassadeur français pour ses aimables abonnés.

■ **Moctar SOW**

Fahad Ag Almahmoud



Même les pires catastrophes ne parviennent pas à unir les maliens. Sommes nous une nation?

Partout dans le monde face à une catastrophe c'est "l'union sacrée" sauf au Mali. Pourquoi ?

Super fan

Après consommation d'un 1er bonus de 6mois les députés maliens bénéficient d'un second bonus de 1 an. Vive ou abat la crise?

Après consommation d'un 1er bonus de 6mois les députés maliens bénéficient d'un second bonus de 1 an. Vive ou abat la crise?

Moussa Nimaga



"Quand je vois certains leaders touareg de la CMA venir à Bamako encaisser leurs indemnités, puis de retour à Kidal, exhiber avec arrogance le drapeau de l'Azawad, cela m'horripile" IBK dans une interview exclusive à Jeune Afrique.

Dicko 24



Mali : ANSONGO : des affrontements entre CMA et MSA font au moins 10 morts à Talataye A 45 km de Talataye, dans le cercle d'Ansongo, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et le MSA se sont affrontés lundi sur la route d'Ansongo.

Selon le maire de Talataye, le bilan est de 07 morts du côté du MSA. En ce qui concerne la CMA, aucune information sur le bilan. Selon le maire, toutes les tentatives de réconciliation entre les deux protagonistes sont restées vaines.

Source ; Studio Tamani

Boubacar Taleb Sidi Ali



Boubacar Taleb Sidi Ali est avec Fahad Ag Almahmoud et 4 autres personnes.

De retour à Bamako après une mission d'étude en Norvège avec son Excellence le Ministre de l'aménagement du territoire et de la Population ainsi que son Excellence l'ambassadeur de la Norvège au Mali. Je tiens à témoigner de la réussite de la mission et l'excellence de l'accueil qui nous a été réservé par les Norvégiens. Je remercie le Ministre de l'aménagement du territoire et un grand chapeau à Mr Lindeman l'ambassadeur de la Norvège au Mali et son équipe pour la qualité de l'accueil et l'organisation parfaite du Voyage. Je remercie également les représentants des mouvements qui composent la délégation pour leur esprit d'équipe et leur solidarité. Sans oublier le ministère des affaires étrangères de la Norvège et le peuple Sami

Ammy Baba Cisse



Cette semaine IBK occupe 8 pages dans Jeune Afrique.

CAN: Le Madagascar humilie le Nigeria et finit 1er du groupe B devant le Nigeria et la Guinée.

Les médias maliens veulent accéder à IBK, lui poser des préoccupations des maliens. Il faut valoriser la presse malienne.

Depuis hier, je disais que la cellule de communication présidentielle doit respecter les journalistes. IBK inaccessible pour nous.

« Les médias doivent se considérer comme des soldats de la paix. » Bakoum Kante conseiller technique MSPC

Le journal Afrique



La RDC commémore le 59è anniversaire de son indépendance. L'opposition avait prévu de manifester sur toute l'étendue du territoire mais les manifestations, interdites, ont été dispersées dans la violence.

Issoufou Mahamadou



Présider la CEDEAO à cette étape de son évolution est une lourde mission. Je souhaiterais poursuivre son œuvre et faire faire à notre communauté un pas supplémentaire sur la voie de l'intégration économique et sociale de nos pays.

La France au Mali



Pour ses 75 ans, l'Institut de Recherche et de Développement IRD a réaffirmé son partenariat étroit avec le Mali par une journée portes ouvertes, en présence notamment du Premier Ministre Boubou Cissé et de Jean-Paul Moatti, Président de l'IRD sciences #formation

Ashley Leïla MAIGA



Et quand on lui demande ce qu'il pense de 2023, IBK répond; "Il y a tellement d'urgences à gérer et tant de travail à accomplir pour que le Mali soit à nouveau inébranlable... Chaque chose en son temps!"

Sa réponse est-elle rassurante? Moi je dis Non et re-Non

Madické Niang



Félicitations Gaïndés, on a eu plus de peur que de mal. La vraie compétition vient de commen-

cer. Même si, vous nous avez laissé des sueurs froides, vous vous êtes bien battus. Nous croyons en vous. Et surtout, ne rentrez pas tout de suite. Allez les lions

Baba Ahmed

Mali: IBK au sujet de la nomination de T_Drame comme ministre de son gouvernement. Interview dans jeune_afrique cette semaine



Tiébilé Dramé, qui est devenu votre ministre des Affaires étrangères, était jusqu'à il y a peu l'un de vos adversaires les plus pugnaces. Et il vous est arrivé, vous-même, de l'égratigner. Le moins que l'on puisse dire est que ce rapprochement était inattendu. Comment l'expliquez-vous?

Pourquoi s'appesantir là-dessus? La lecture de Lucrèce, Sénèque et Cicéron m'a appris le stoïcisme et l'humilité. La pratique du karaté m'a enseigné que l'on pouvait répondre aux agressions par l'élévation de l'esprit. Et j'ai souvent en mémoire cette phrase du vieux roi Ferrante à son fils, dans *La Reine morte*, d'Henry de Montherlant: « Je vous reproche de ne pas respirer à la hauteur où je respire. » Restons-en là!

Primature du Mali

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé a reçu, ce lundi 1er juillet 2019, une délégation du Fonds international de développement agricole (FIDA) conduite par son président, M.Gilbert



Rokhaya Kâne

Burkina Faso : des jihadistes dans les camps de réfugiés du Nord ? Les services de renseignement burkinabè estiment que certains jihadistes se servent des camps de réfugiés du Nord comme refuges temporaires



RFI

CAN 2019: la RD Congo qualifiée pour les huitièmes de finale



Soumaila Cissé

Au moment où au Mali on parle de décrispation politique et de Dialogue politique national inclusif, comment comprendre la basse attaque de IBK contre Soumaila Cissé dans JEUNE AFRIQUE? Trois réponses possibles :



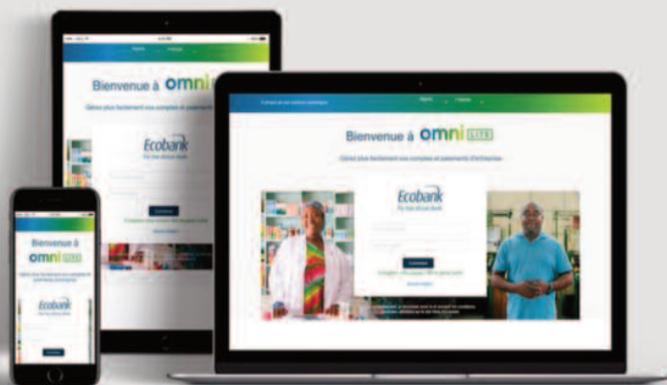
- 1/ Il faut croire que comme Zeus, Koulouba rend fou ceux qu'il veut perdre : QUOS VULT PERDERE JUPITER DEMENTAT !
(Ce qui explique cette misère intellectuelle)
- 2/ UBU est roi au Mali
(C'est pourquoi depuis 2013 le Mali est la risée du monde entier)
- 3/Nous avons affaire à « UN PETIT MONSIEUR»
(c'est pourquoi le discours manque de hauteur).

Découvrez la nouvelle plateforme



La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



CAN, dernière minute : Entraînements perturbés pour les Aigles



Les Aigles étaient basés à Suez. Mais leur dernier match de Premier tour se joue ce mardi à Ismailia. Ils se sont donc envolés le dimanche 30 vers la nouvelle destination.

Il était prévu qu'ils s'entraînent sur le terrain de la nouvelle ville d'accueil à 19 heures GMT (heure du match). C'était sans compter avec la CAF et sa direction un peu farfelue.

En effet, selon Abdoulaye CISSOUMA, la bande à Ahmed Ahmed (le marocain malgache) a décidé de changer (sans justifier) la programmation et intimer aux Aigles l'ordre d'aller effectuer leur dernier entraînement à... Suez.

Les garçons ont déjà été perturbés par le renvoi de NIANE (la veille du match contre la Tunisie) pour altercation avec DIABY à cause de la priorité à se faire couper les cheveux par le coiffeur venu à leur hôtel.

Espérons cela ne va pas les énerver.

■ AT

Banditisme résiduel : Des maliens encore braqués !



Les bandits de grands chemins ne ratent aucune occasion pour s'en prendre aux paisibles citoyens. Ceux qui s'efforcent de faire bouger le pays vers le sud sont à leur tour exposés à des vagabonds dominés par la facilité.

Dans la nuit du 30 Juin au 1er Juillet 2019, aux alentours de 02heures

Conseil Régional de Kayes : Les jeunes sonnent la révolte et dénoncent des détournements !



Les populations maliennes, surtout les plus déçues, n'entendent plus observer certains responsables véreux et insouciant dilapider les maigres ressources destinées pour leur développement.

Le conseil régional de la première région, Kayes, serait fortement impliqué dans un feuilleton de corruption à plusieurs volets.

Ce vendredi 28 juin 2019, entre 08h30 minutes et 11h16 minutes, a eu lieu une marche pacifique qui a regroupé environ 600 personnes, en majorité des jeunes, qui accusaient le conseil régional de corruption, de népotisme et de faux en écriture portant sur plusieurs millions de FCFA. La marche a débuté à la Place de la Liberté, communément appelée Place Bougiba, pour se terminer devant les locaux du conseil régional. Selon nos informations, des jeunes auraient voulu déloger les membres dudit conseil, mais sans succès parce que les forces de l'ordre se seraient interposées.

Selon nos sources locales et sécuritaires, plusieurs documents, attestant des crimes de détournements, étaient entre les mains des manifestants. Le gouverneur de Kayes aurait consulté le ministre de l'Administration territoriale pour lui soumettre son désir de confier l'enquête à la Brigade du Pôle économique de Kayes afin de vérifier la véracité des dénonciations.

Plusieurs banderoles, avec des messages hostiles aux membres du conseil régional, ont été exhibées par les manifestants pendant la marche. La plupart étaient habillés en rouge, en signe de colère car certains auraient même scandé vendredi rouge.

D'autres manifestants ont appelé à une nouvelle marche chaque vendredi jusqu'à la démission ou à la relève des membres du conseil régional.

45 minutes, des hommes armés non identifiés auraient immobilisé plusieurs véhicules (cars et remorques) près du village de Soribougou sur la route nationale (RN24), précisément l'axe Kita-Bamako.

Ces criminels ambulants auraient dépouillé les passagers de tous leurs biens composés d'or, d'argent et plusieurs objets de valeur avant de se volatiliser tranquillement.

EUCAP Sahel au Mali : Visite conjointe Nations Unies - Union Européenne à EUCAP Sahel Mali



A l'heure où le Mali fait face à une crise complexe inédite et un drame humain insupportable au centre du pays, EUCAP Sahel Mali a accueilli à son quartier général les hautes autorités en charge de la réponse aux crises des Nations Unies et de l'Union Européenne : le Secrétaire général adjoint aux Opérations de maintien de la paix, M. Jean-Pierre Lacroix, et le Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure, M. Pedro Serrano, présents au Mali pour une visite de trois jours.

Objectif de cette visite ?

Renforcer la coopération entre EUCAP et la composante police de la MINUSMA, qui partagent un objectif commun : améliorer les capacités des forces de sécurité intérieures maliennes pour le retour de la sécurité et de l'Etat de droit, et ce au profit de l'ensemble de la population.

Majorité présidentielle : IBK explique pourquoi il n'a pas choisi le successeur du PM Soumeylou Boubèye Maïga au RPM.



Et pourtant, le Président avait averti les rancuniers du Rassemblement Pour le Mali (RPM) qui ont brûlé de tout feu pour que le Premier Ministre Soumeylou Boubèye Maïga démissionne: « Et j'ai dit à ceux des miens qui le déstabilisaient qu'en réalité ils me desservait et que, s'ils faisaient cela dans le but de prendre sa place, ils ne l'auraient pas ».

Cette révélation, le Chef de l'Etat l'a faite dans l'hebdomadaire Jeune Afrique du 30 juin au 6 juillet 2019. À la question de notre confrère François Soudan: « Une arrivée donc, mais aussi un départ, celui de Soumeylou Boubèye Maïga, qui avait beaucoup contribué à votre réélection.

Ousmane Cherif Madani Haidara : "Ceux qui tuent les peuls, sont les mêmes qui tuent les dogons"



Lors de la conférence de presse de la Coordination des associations des ressortissants des cercles de la Région de Mopti, lundi 24 juin à la Maison de la Presse, le président du Haut conseil islamique, Ousmane Cherif Madani Haidara, a indiqué que la crise sécuritaire au centre du Mali est une situation imposée aux communautés peul et dogon qui, dit-il, doivent savoir que ce conflit n'est pas le leur et éviter l'amalgame.

Chérif Madani Haïdara est membre de cette coordination qui entend trouver une solution à la crise entre les communautés au centre du Mali. D'ores et déjà, le guide spirituel de Ançar dine international a commencé à prêcher le bon message : "Ceux qui tuent les peuls, sont les mêmes qui tuent les dogons", a-t-il dit lors de la conférence de presse au cours de laquelle il avait aussi à ses côtés autres figures coutumières et religieuses dont le cardinal Jean Zerbo.

Pour Chérif Madani Haidara, toujours parlant de la crise au centre, les deux communautés doivent, ensemble, éviter l'amalgame entretenu par leur ennemi commun. Qui ? Le président du Haut conseil islamique ne le dit pas, mais pointe un doigt sur le terrorisme.

■ La Sirène

A-t-il démerité à la primature? » Le Président IBK est catégorique. « Tout le Mali sait que je n'ai pas souhaité son départ. Et j'ai dit à ceux des miens qui le déstabilisaient qu'en réalité ils me desservait et que, s'ils faisaient cela dans le but de prendre sa place, ils ne l'auraient pas. J'espère que mon jeune frère en convient ».

Quant à l'avenir politique de l'ancien Chef du Gouvernement, non moins président du parti ASMA-CFP, le Président de la République est clair: « Il a l'intelligence nécessaire pour cela, chacun le sait. A charge pour lui de gérer son temps et de faire preuve de discernement ».

Par ailleurs, le Chef de l'Etat malien est revenu sur le nouveau regroupement de partis créé par l'ex-ministre Tieman Hubert Coulibaly, après avoir quitté la majorité, sans pour autant basculer dans l'opposition. Pour ce regroupement pro-« Boubèye » IBK dit avoir prévu de rencontrer certains de leurs responsables.

« J'en aurai le cœur net à ce moment-là. Mais tout ce monde doit savoir qu'une seule chose compte à mes yeux: tenir le Mali uni avec des institutions fortes et un jeu politique interne policé et respectueux », a-t-il averti.

■ CYRIL

L'assassinat du Sergent-chef de Police Dramane Koné : Un des porteurs de coup mis à l'arrêt



Les hommes du commissaire divisionnaire de Police Mamoudou Diabaté après plusieurs recherche ont côute que côute déniché Moussa Coulibaly dit Gaza coauteur de l'assassinat du regretté sergent de police Dramane Koné dans la nuit du 29 au 30 avril 2019 à Sabalibougou.

Grâce aux réseaux d'information ce jour 23/06/2019, la présence de Moussa Coulibaly a été signalée à Bako Djikoroni Golf chez sa tante. Sans plus tarder, l'équipe de la Brigade de Recherches du 11ème arrondissement sous la houlette du capitaine de Police Mamadou Lamine Coulibaly MLC a fait un assaut sur la dite adresse pour cueillir Gaza. Arrivé au commissariat Gaza a reconnu les faits qui lui sont reprochés et que c'était pour cette raison qu'il avait fui.

En effet dans la nuit du 29 au 30 Avril 2019 aux environs de 02heures, le sergent-chef de Police Dramane Koné les a trouvés devant la rue château seuls.

Il a tenté d'interpeller son ami Madou Kèmènanani qui a demandé l'aide De Gaza. Et c'est ainsi qu'il l'a épaulé. A chaque fois qu'il fonçait sur Dramane Koné, il faisait un coup de sommation sous son pied jusqu'à épuisement de ses bals. Quand il a épuisé ses bals, Gaza s'est saisi d'un caillou pour lui donner un coup à la tête et Madou l'a frappé à la poitrine. Il est tombé et quand il s'est relevé, il a fui. Ainsi, Gaza et autres ont crié au voleur et l'ont pourchassé.

Un chauffeur de taxi du nom de BEKAYE dit TAMBA sans autre précision l'a pourchassé à bord de son taxi.

Ce dernier a pu arriver à sa hauteur près du poste de police de Sabalibougou et l'a violemment heurté. Quand il est tombé encore, il n'a pas plus se relever.

Gaza et autres l'ont roué de coups de cailloux et de bâton jusqu'à l'arrivée de l'équipe de patrouille du 11ème Arrondissement. Le comble dans tout ça est qu'ils savaient bel et bien qu'il était policier. Et après leur

Résolution de la crise malienne de 2012 : Le président Ouattara félicité pour son "rôle salvateur" en faveur du Mali en 2012



Le premier ministre Malien, Dr Boubou Cissé remettant un tableau sur lequel se trouve un fromager à son homologue ivoirien Amadou Gon Coulibaly ce jeudi 27 juin lors d'un dîner

Le Premier ministre malien, ministre de l'Économie et des finances, Dr Boubou Cissé, a félicité le président Alassane Ouattara pour le rôle qu'il a joué en faveur du Mali en 2012 lorsqu'il présidait la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). "Le président Ouattara, alors président de la CEDEAO, a joué en 2012 le rôle salvateur que l'on sait en vue du redressement du Mali, qui était dans une impasse institutionnelle, aggravée par la crise sécuritaire et l'occupation des deux tiers de son territoire.

C'est le lieu de lui rendre ici et maintenant l'hommage et la gratitude du peuple malien", a déclaré Dr Cissé, jeudi à Abidjan, à l'occasion d'un dîner en son honneur en présence du premier ministre.

forfait Moussa Coulibaly dit Gaza a alors enlevé la paire de chaussures que portait le regretté Dramane Koné.

Gaza a été déféré au tout nouveau tribunal de la commune V et va devoir répondre de ses actes devant les juges.

La brigade de recherches du 11ème arrondissement promet de mettre aux arrêts tous les autres.

■ Ben Abdoulaye

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernière informations du moment

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Moumouni Guindo répond aux accusations : "Je suis le juge d'instruction qui a mis en prison un ministre"



La plateforme BENBERE a reçu sur son plateau mensuel le président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI), le magistrat Moumouni GUINDO, ce samedi 29 juin. L'invité du jour a profité de l'opportunité pour brièvement présenter les cinq missions attribuées à sa structure dans la lutte contre la corruption au Mali et a répondu aux questions de l'assistance. Compte tenu de l'insuffisance de résultats concrets dans la lutte contre la corruption au Mali, depuis quelques semaines, la plateforme contre la corruption et le chômage (PCC) ne rate pas d'occasion pour appeler le président de l'OCLEI, Moumouni GUINDO, à déposer sa démission. Les membres de cette plateforme

jugent qu'il ne mérite pas son salaire estimé à plus de 5 millions de FCFA par mois. En répondant à la question d'un jeune de la plateforme BENBERE sur le montant de son salaire dans un pays aussi pauvre que le Mali et ne pas donner satisfaction aux populations, Moumouni GUINDO a précisé que sa structure a pris fonction il y a moins de deux ans et qu'ils ont déjà plus d'une dizaine de dossiers sous la main. Mais, il ajoute, "Je ne m'en satisferais pas. En passant, je précise que je gagne 3 millions 7 cents mille par mois. C'est beaucoup d'argent. J'en ai une conscience aigüe, terrible ! J'en ai une conscience qui me donne des cauchemars". Après il se lâche, "Je suis le juge d'instruction

qui a mis en prison un ministre à Bamako quand j'étais juge d'instruction au pôle économique et financier... je n'ai pas peur de mon travail. Le jour où j'aurais la claire conscience que je ne peux pas faire mon travail, personne ne me dira de me démettre. Ma conscience va m'obliger de le faire et je le ferai. Mais, pour le moment, je sens que j'ai le devoir de faire mon travail. J'ai les moyens légaux de faire mon travail. J'ai les ressources humaines pour faire mon travail. Il me manque peut-être les ressources financières pour le faire, mais la qualité de travail que nous ferons, fera que les ressources financières viendront. Soit de l'Etat, soit des partenaires".

Par ailleurs, il ressort de son allocution que l'OCLEI est une structure qui surveille uniquement l'enrichissement illicite des individus et non des entités administratives. Il regarde les patrimoines des agents afin de déceler les incohérences entre leurs revenus légitimes et leurs biens. L'OCLEI a cinq attributions qui sont:

- La prévention de l'enrichissement illicite (elle consiste à empêcher et réduire les occasions d'enrichissement illicite et se fait à travers les actions de communication, d'information et de sensibilisation) ;
 - la contribution à l'action de la justice pour la répression par des actions d'enquêtes et d'investigations afin de réunir des preuves par rapport à un individu précis ;
 - la création de coopération et de synergie entre les services de lutte contre la corruption afin qu'ils travaillent main dans la main et non dos à dos ;
 - Des études et recommandations pour trouver les causes profondes afin d'apporter un remède approprié à la corruption ;
 - Le traitement des déclarations de patrimoine. La déclaration de biens concerne une catégorie d'agents de l'Etat.
- Sur le dernier point à savoir la déclaration de patrimoine, le conférencier a regretté que sur 8000 personnes concernées, seulement moins de deux milles personnes ont déposé la déclaration de leurs biens.

■ Sory Ibrahim TRAORE

Présence de Barkhane au Mali : Le bilan fait débat

La force Barkhane met en place des patrouilles nautiques sur le fleuve Niger. Six ans d'opération militaire au Mali dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le bilan de l'opération française Barkhane suscite bien de débats au sein de l'opinion publique malienne. A Mopti, où l'escalade de violence se poursuit, certaines populations réclament sa présence. Mais selon ses responsables, « Barkhane ne peut être présente partout ». À Gossi, dans le Nord du pays, les habitants sont partagés sur le bilan de son action dans la zone.

« Nous ne sommes pas assez nombreux pour être présents partout à la fois ». Voilà comment le commandant de la Force Barkhane explique l'absence des militaires français au Centre du Mali. En plus de cela, leur présence au Centre pourrait avoir l'effet inverse, car le conflit dans la région de Mopti n'est pas lié qu'au terrorisme, précise-t-il. « Les mieux placés pour résoudre la crise du Centre sont les locaux, les Maliens sur place », explique Général Fedric, avant d'ajouter : « une force étrangère connaissant mal la situation va certainement provoquer beaucoup plus de diffi-

cultés et aggraver la situation ». Selon l'officier français, les types de menaces au Centre et au Nord ne sont pas les mêmes. « Il faudrait laisser à ceux qui ont l'habitude de régler ce genre de difficulté le soin de le faire et nous, nous sommes là pour lutter contre les terroristes affichés », explique général le commandant de la Force Barkhane au Mali.

Ansongo : Affrontement entre CMA et MSA

A 45 km de Talataye, dans le cercle d'Ansongo, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et le MSA se sont affrontés, le lundi dernier, sur la route d'Ansongo. Selon le maire de Talataye, le bilan est de 07 morts du côté du MSA. En ce qui concerne la CMA, aucune information sur le bilan. Selon le maire, toutes les tentatives de réconciliation entre les deux protagonistes sont restées vaines.

Ansongo : Braquage des locaux d'EDM

Les locaux de l'Énergie du Mali à Ansongo ont été la cible d'un braquage, le jeudi dernier vers 19h. Les bandits, au nombre de trois sur des motos, ont braqué le gardien avant de le ligoter. Selon des témoins, c'est grâce aux cris des voisins que les malfrats ont échoué dans leur tentative de vol. Ils ont fui. Le gardien s'en est sorti sain et sauf.

Banamba : Vaccination contre les maladies infantiles

Plus de 185 enfants de 0 à 09 mois ont été vaccinés, la semaine dernière, contre plusieurs

maladies infantiles, notamment, la tuberculose, la coqueluche, la rougeole, la fièvre jaune et la méningite. Cette vaccination organisée par le centre de santé communautaire de Banamba, s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les maladies infantiles et la mortalité des enfants en cette période de début d'hiver.

Koro : Le village de Yoro (encore) attaqué

Le village de Yoro dans le cercle de Koro, a été de nouveau attaqué, la semaine dernière, dans la nuit. Selon des sources locales l'attaque a fait un mort et 2 blessés. Les assaillants ont pillé des boutiques, incendié des maisons et emporté des bétails avant de détruire le réseau de téléphonie du village. La dernière attaque dans cette localité a eu lieu le 17 juin dernier et avait occasionné la mort de près d'une centaine personnes.

Macina : Incinération de produits alimentaires et de pesticides périmés

Le Service local de la réglementation et du contrôle a procédé à l'incinération de produits alimentaires, des pesticides périmés et des médicaments par terre, le jeudi 27 juin 2019, à Macina dans la région de Ségou. La valeur de ces produits est estimée à 1 million de F CFA environ. Selon le chef de service local, Seydou Fané, l'opération de contrôle sera intensifiée dans le cercle pour la santé des populations.





Casques bleus au Mali : L'armée canadienne cessera d'offrir des vols d'évacuation sanitaire

L'armée canadienne cessera d'offrir des vols d'évacuation sanitaire pour les troupes des Nations Unies au Mali en août, même s'il n'est pas clair quand les forces roumaines seront prêtes à assumer ce rôle. La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a déclaré vendredi que le Canada commencerait à mettre fin à la mission au Mali – la mission la plus meurtrière de l'ONU – à partir de juillet, lorsque deux hélicoptères et 80 membres du personnel rentreront au Canada.

En août, les Canadiens limiteront leur mission consistant à effectuer des évacuations médicales uniquement avant la fin des opérations le 31 août, même si les Roumains ne devraient pas avoir leur propre opération prête avant octobre.

«Le Canada est attaché à un retrait pragmatique et pratique», a déclaré Freeland.

Des responsables de l'ONU ont averti le Canada que cet espace pourrait causer de graves problèmes si le personnel de l'ONU était attaqué et blessé et ne pouvait pas être rapidement transporté par avion vers un centre médical, comme le soulignait un rapport du comité de défense de la Chambre des communes du Canada.

Le ministre de la Défense du Canada Harjit Sajjan a révélé vendredi que le Canada confirmait la date de son retrait sans savoir avec certitude quand les forces roumaines seraient elles-mêmes prêtes à entamer des vols d'évacuation sanitaire.

La mission de maintien de la paix du Canada au Mali prolongée jusqu'en août

La mission de maintien de la paix de l'armée canadienne au Mali durera un peu plus longtemps que prévu – mais pas aussi longtemps que l'ONU l'espérait.

Les opérations du Canada dans la nation africaine devaient cesser à la fin du mois de juillet. Les huit hélicoptères et 250 militaires fournissant une aide au transport et à la logistique dans le cadre d'une mission de l'ONU sur place devaient rentrer chez eux.

L'ONU avait demandé au Canada de rester jusqu'au mois d'octobre, lorsque les troupes roumaines prendront place, afin de réduire au minimum les lacunes dans les évacuations médicales qui sauveraient des vies pour les soldats de la paix blessés de l'ONU.

Affaires mondiales Canada dit maintenant que les opérations cesseront après le 31 juillet et se limiteront progressivement aux seules évacuations médicales jusqu'au 31 août.

Une petite équipe canadienne de transition aidera la Roumanie à mettre en place ses opérations, y compris l'utilisation de quatre avions C-17 pour aider à l'envoi de troupes et de matériel dans le pays.

Le ministère affirme dans un communiqué que la décision reflète les conseils stratégiques des Forces canadiennes et devrait «minimiser les perturbations» dans les services d'évacuation médicale.

Justice malienne : La hiérarchie des tribunaux de Bamako renouvelée



Le mardi dernier, le président de la République, Chef de l'état, Président du Conseil supérieur de la magistrature, a présidé la réunion siégeant sur la mutation des magistrats.

Ainsi sur proposition du ministre de la Justice, Garde de sceaux, Me Malick Coulibaly, 322 magistrats ont été touchés par la mutation. Les procureurs des six tribunaux du District de Bamako ainsi que leurs présidents ont été relevés

Le ministre de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Me Malick Coulibaly gagne son 1er pari au département de la justice. Il a réussi à muter les 322 sur les 500 magistrats du Mali. Dans le lot des magistrats concernés par cette mutation se trouvent tous les procureurs et les présidents des tribunaux de Bamako.

Le vent de la mutation est parti avec tous les procureurs de Bamako. Chacun des tribunaux des six communes du district de Bamako a son nouveau procureur. Le nouveau procureur de la République près le tribunal de grande ins-

tance de la commune I est Aliou Cissé, précédemment Procureur du tribunal pour enfants. Au tribunal de grande instance de la commune II du district de Bamako, Youssouf Fofana, précédemment, président du tribunal du commerce, devient le nouveau Procureur. Mamoudou Kassogué, précédemment, 1er substitut du Procureur de la commune III remplace Bandiougou Diawara. Il est donc le nouveau Procureur en charge du Pôle économique et financier. L'ancien juge d'instruction au tribunal de Kati, Siaka Siriman Coulibaly est le nouveau Procureur de la République, près le tribunal de grande instance de la commune IV. Il remplace ainsi Dramane Diarra qui dirige désormais le parquet du tribunal de grande instance de Koutiala. Au tribunal de grande instance de la commune V du district de Bamako, l'ancien adjoint au directeur national de l'administration de la justice, Ladj Sara devient le nouveau Procureur. Quant à Samba Sissoko, précédemment Procureur près le tribunal de grande instance de Kati, il hérite des destinées du parquet près le tribunal de grande instance de la commune VI.

Comme les procureurs, les présidents des tribunaux du district de Bamako n'ont pas échappé à l'effet de la tempête. Tous les Présidents des tribunaux ont été également touchés. Ainsi, chacun des six tribunaux de Bamako a un nouveau président. Au du tribunal de grande instance de la commune I du district de Bamako, le magistrat Kéoulé Dembélé, précédemment Président du tribunal de grande instance de Bougouni devient le nouveau Président. Oumou Niaré, précédemment substitut du Procureur de la commune III, est le nouveau Président du tribunal de grande instance de la commune II. En ce qui concerne le tribunal de grande instance de la commune III, l'ancien Président du tribunal de la commune V, Diarra Coulibaly en vient aux commandes. Kassoum Koné, précédemment Président du tribunal de Mopti est le nouveau Président du tribunal de la commune IV du district de Bamako.

Quant à Emmanuel Dakono, ancien Président du tribunal de la commune I, il est le nouveau Président du tribunal de la commune V. Au niveau du tribunal de grande instance de la commune VI, c'est l'ancien Procureur de la République près le tribunal de Kayes, Ansama Dolo qui devient le nouveau président.

À ce niveau, il faut signaler que certains Procureurs de Bamako, notamment Bandiougou Diawara, Aboubacar Sidiki Samaké, respectivement Procureurs de la République en commune III et en commune VI du district de Bamako ont été désignés substituts du Procureur près la cour d'Appel de Bamako.

Certains magistrats des trois cours d'appel du Mali sont concernés par cette mutation. En effet, même si le Procureur général près la Cour d'Appel de Bamako reste à son poste, ceux des Cours d'appel de Mopti et Kayes ont été remplacés. Hamadoun dit Balobo Guindo est le nouveau procureur général de la Cour d'appel de Kayes. Celui de Mopti est Adama Fomba, précédemment procureur à Sikasso. Parlant des présidents de ces cours, Hamadoun Souleymane, précédemment en service au contrôle d'État, devient le 1er président de la Cour d'appel de Bamako. Quant à la Cour d'appel de Mopti, elle a comme nouveau président Mamadou Timbo. Celui de la cour d'Appel de Kayes reste à son poste.

■ Seydou Diamoutene

Brouilles diplomatiques : Tiébilé Dramé réchauffe l'axe Bamako-Rabat

Depuis sa nomination à la tête du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Tiébilé Dramé ne cesse de multiplier les actions pour renforcer notre coopération internationale en perte de vitesse. Après sa visite en Russie il y a environ deux semaines, le chef de la diplomatie était à Rabat pour une visite de travail et d'amitié du 28 au 29 juin 2019.

A Rabat, le ministre Tiébilé Dramé a rencontré successivement son homologue marocain Bourita et le chef du gouvernement marocain, Saâdeddine El Othmani. Ces rencontres ont été, pour le chef de la diplo-

matie malienne, l'occasion de donner un nouveau souffle à la fructueuse coopération entre les peuples malien et marocain.

Le ministre des Affaires étrangères a aussi tenu une conférence sur les enjeux du Sahel à l'Académie diplomatique à Rabat. Tiébilé Dramé a souligné que le terrorisme, la pauvreté, le réchauffement climatique et la migration sont les principaux enjeux du Sahel, un espace vaste qui va de l'océan Atlantique à la mer Rouge. Pour y faire face, il a préconisé la solidarité régionale et internationale des Etats.

Cette visite de Tiébilé Dramé permettra sans nul doute de dynamiser la coopération entre nos deux pays en perte de vitesse depuis la

ratification de l'accord de paix en 2014 sous l'égide de l'Algérie. Pays de Bouteflika en déphasage avec le Maroc au sujet du Sahel, notamment sur l'autonomie sahraouie sous le contrôle du Royaume chérifien.

Ce rapprochement entre notre pays et l'Algérie serait à la base de la baisse de la dynamique de coopération entre nos deux pays. Plusieurs fois annoncé à Bamako ces derniers temps, le roi du Maroc Mohammed VI préfère visiter les pays voisins alors qu'aux premières heures du régime d'IBK, le Maroc s'était présenté comme l'un des partenaires privilégiés du Mali économiquement, cela avait permis de confier l'assainissement de la ville au Groupe marocain Ozone.

Depuis la signature de l'accord de paix, les espoirs se sont dissipés, laissant le peuple sur sa faim.

■ Ousmane Daou





Contribution de Drissa KANAMBAYE : La crise au centre du Mali ou les larmes du Yamé

Il est aujourd'hui inutile de faire la genèse du conflit dans la région de Mopti ; par contre, il est utile que l'on se souvienne que le conflit s'est véritablement installé dans cette partie du Mali suite à des assassinats ciblés sur des personnalités connues et reconnues. Ce que les autorités ont considéré comme un incendie d'une chaumière se transforme inexorablement, au gré des événements, en un inextinguible feu de brousse. Désormais, même les larmes du Yamé n'arrivent plus à contenir cette tragédie qui, si elle n'est pas circonscrite à temps, conduit à une catastrophe aux conséquences incalculables. Qu'est-ce qui arrive au peuple de Yambo Ouologuem ? d'Amadou Hampâté Bâ ? De Nangabanou Tembely ? Qu'est-ce qui arrive au patrimoine de l'UNESCO ? Qu'est-ce qui arrive à cette partie du Mali qui reste, je continue de le croire, un modèle vibrant de notre vivre-ensemble ?

« La première victime de la guerre, c'est la vérité », disait Kipling. Au Mali, nous avons évité de

voir cette réalité en face pour nous contenter de considérer l'assassinat de Théodore Somboro comme un vulgaire fait divers. Que l'on se souvienne ! C'est à partir du macabre sort qui a été réservé à cette personnalité connue, reconnue et respectée du Pays Dogon que l'on a vu naître des milices dans le centre du pays. Non pas par soif de vengeance, mais pour empêcher que des hommes se réclamant de l'époque de l'Inquisition ne viennent détruire ce que construisirent, des siècles entiers, parfois au prix du sacrifice ultime, des générations entières de célébrités, d'humbles et d'anonymes. Ainsi, au lieu de chercher à éteindre le petit feu de paille, des intellectuels, des parlementaires, des manipulateurs professionnels, des sangsues et autres pêcheurs en eaux troubles ont pactisé, au su et au vu de tout le monde, avec le Diable pour tirer les ficelles de ce que les adeptes des raccourcis ont tôt fait de désigner par conflit ethnique. C'est la pire idiotie qu'il me soit donné d'entendre depuis que je suis sur cette terre des

hommes.

Leurs sordides manœuvres rappellent une certaine Blitzkrieg expérimentée par les nazis au siècle dernier et, bien avant ces derniers, par un certain Samory Touré qui ne voulait laisser aucune possibilité aux colonnes du capitaine Gouraud de le marquer à la culotte.

Qu'il soit dit à haute et intelligible voix que les intellectuels et autres notabilités sur lesquels on pouvait logiquement compter ont été, pour l'essentiel, des traîtres à la cause du vivre ensemble et de la convivialité qui constituent le ciment de la nation malienne.

Les solutions à la petite semaine sorties de leurs cervelles de moineau sont pires que le problème qu'ils feignent de résoudre. La preuve, c'est qu'ils s'évertuent à éteindre un début d'incendie avec du kérosène, la main sur le cœur, comme pour proclamer urbi et orbi leur bonne foi.

Le Septentrion malien passe à la trappe ; le centre préoccupe puisqu'il constitue le dernier verrou avant le Sud. Avant Bamako. Il faut se secouer et comprendre, sans tarder, que « l'enfer a déjà ouvert ses portes, libérant les créatures les plus ignobles, les plus hideuses et les plus corrompues » qui n'auront de cesse de s'attaquer aux fondements de notre nation, ainsi que l'écrivait Carl Zuckmayer dans son injonction.

Les réseaux sociaux, la mauvaise communication, les fake news et autres prophéties de cassandra

Comme dirait Umberto Eco : « Les réseaux sociaux ont donné le droit de parole à des légions d'imbéciles qui, avant, ne parlaient qu'au bar, après un verre de vin et ne causaient aucun tort à la collectivité. On les faisait taire tout de suite alors qu'aujourd'hui ils ont le même droit de parole qu'un prix Nobel. C'est l'invasion des imbéciles ».

Le communicologue que je suis serait malhonnête de nier le fabuleux apport des nouveaux médias à la société de l'information et du savoir. Toutefois, je m'interroge à haute voix : avons-nous bien approprié ces outils ? En faisons-nous le meilleur usage possible ? Donnons-nous seulement la peine de regarder chez nos voisins pour copier les meilleures pratiques ? Il va sans dire que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme », et dans un Mali en proie à un conflit asymétrique, les

conséquences sont des plus désastreuses. Du jour au lendemain, nous avons vu pousser, comme des champignons, des experts dignes des professeurs de Harvard. Ils enseignent tout. Ils connaissent tout. Certains ont été invités à la table de Jésus et du prophète Mohammed (PSL). D'autres, dépositaires de la science infuse, ont décliné un rendez-vous avec Dieu le Père préoccupés qu'ils avaient à réaliser un Facebook live ou quelque autre prestation sur WhatsApp ou Instagram. Au bout du coup, leurs prestations qui étaient supposées concurrencer aux Grammy Awards ne se réduisent qu'en une litanie de vulgaires injures, dénigrement, déni de la réalité et chapelet de haine et de peur. Pendant que nous excellions dans l'autodénigrement, dans l'autoflagellation et dans l'auto-destruction, les terroristes, eux, n'ont pas perdu du temps. Ils ont instauré dans nos différents terroirs si paisibles des khalifats qui distillent la terreur, la méfiance et la peur de l'autre. Ces bandits qui ne sont en réalité que des vestiges archéologiques sortis des sarcophages sans âge ne respectent qu'une seule loi, la leur : l'obscurantisme, la barbarie et le goût du sang des innocents.

En voilant nos faces pour ne pas voir la réalité et en nous terrant dans nos confort égoïstes, nous nous sommes rendus complices d'une œuvre satanique de démolition de notre civilisation. Par la même occasion, nous avons amplifié l'audience des radios « mille collines » et journaux de l'époque de la ruée de l'or sur le nouveau continent où les caïds étaient « Wanted alive or dead ». Face à certains des idéologues de l'ombre de ce conflit de la bêtise, Goebbels le tribun et Hitler le manipulateur apparaissent comme de vulgaires apprentis sorciers qui ne voyaient pas plus loin que le bout de leur nez.

La théorie du complot, les stratégies terroristes, les irresponsabilités notoires...

Ceux-là que nous avons applaudis il y a peu comme de véritables sauveurs sont aujourd'hui hués. Le bouc émissaire idéal est tout trouvé. Des manifestations sont courantes pour désavouer la force Barkhane, les éléments de la MINUSMA ainsi que toutes les forces étrangères présentes au Mali qui cristallisent la colère et le courroux du citoyen. On en vient à plaindre tous ces couples qui ont gentiment prénommé

leurs rejets Damien Boiteux, François Hollande par respect pour leur sacrifice et par admiration pour leur sens de l'Etat. Je ne peux être suspecté de défendre quelque force étrangère sur le sol malien, mais en même temps, il m'est difficile de ne pas constater que, de plein gré, nous avons accepté de planter des tiges dans nos yeux. Aujourd'hui, je ne sais pas s'il faut en pleurer ou en rire mais nos autorités d'alors savaient pertinemment que dans un monde capitaliste, aucun pays n'engage son armée dans un autre pays pour des raisons humanitaires. Aucun chef d'Etat lucide ne peut accepter de sacrifier des femmes et des hommes pour sauver un pays fut-il menacé de disparition par une horde de djihadistes moyen-âgeux. Qu'on se le tienne pour dit : les raisons de toute intervention sont d'abord et avant tout économiques. Quelques fois, nous sommes même obligés d'accepter la main tendue du diable pour souffler un peu en attendant la tornade. Au Mali, la mission salvatrice espérée nous a réveillés avec des bombes et des coups de canon. Non pas sur les terroristes seulement mais également sur des innocents qui n'ont rien demandé.

Quant à la force de l'ONU, nous ne pouvons pas cracher dessus mais de ma modeste mémoire d'homme, je ne connais pas deux pays au monde où les casques bleus ont pu assurer la protection des populations. Ces derniers ont toujours un sacré alibi pour regarder les populations se massacrer entre elles en arguant du fait qu'ils n'ont pas un mandat pour tirer sur des méchants or « pour un soldat qui se bat, la différence entre la réussite et l'échec, c'est sa capacité à s'adapter à son ennemi », affirme Sutherland.

Si cette dernière règle n'est pas respectée, tout le reste n'est qu'inflation sur les produits de premières nécessités accessibles seulement aux gros salariés. Avec toutes les forces présentes au Mali, même les prostituées ont augmenté leur tarif.

Et pour mieux comprendre l'intervention de toutes ces armées étrangères au Mali, il faut simplement recourir au « triangle dramatique » ou « triangle de Karpman ». Ce triangle est un « des jeux psychologiques » de manipulation de la communication. Comme explique son auteur dans son article *Fairy Tales and Script Drama Analysis*, ce jeu malsain met en évidence un scénario relationnel typique entre victime, persécuteur et sauveur. Mettant l'homme face

à sa destinée pour mieux contrôler, la communication est perturbée lorsque les protagonistes adoptent ces rôles plutôt que d'exprimer leurs émotions et leurs idées.

Pour mieux expliquer, nous pouvons faire appel à certains auteurs à l'instar de Sandrine Gelin et Khuê-Linh Truong, André Moreau, Pierre Agnese et Jérôme Lefeuvre qui se sont penchés sur le sujet. Nous caricaturons ici leur enseignement selon les rôles de la victime, du sauveur et du persécuteur.

La victime attire le sauveur qui veut la sauver. C'est donc un rôle de choix pour attirer l'attention sur soi quand on sait bien en jouer. C'est un rôle qui appelle quelqu'un à être persécuteur, une attente qui sera remplie ou non par l'entourage. Le plus souvent, la victime a un problème de dépendance.

La position de la victime est « Pauvre de moi ! » La victime se sent victimisée, opprimée, impuissante, sans espoir, honteuse et semble incapable de prendre des décisions, de résoudre des problèmes, de prendre plaisir à la vie ou d'obtenir des idées. La victime, si elle n'est pas persécutée, cherchera un persécuteur et également un sauveur qui sauvera la journée, mais perpétuera également les sentiments négatifs de la victime.

Le sauveur a un rôle très gratifiant d'un point de vue narcissique mais qui place l'autre en incapacité. Il attend un persécuteur pour justifier son existence et une victime à sauver. L'entourage pourra suivre ou ne pas suivre dans cette pièce de théâtre.

La ligne du sauveur est « Laissez-moi vous aider ». Un facilitateur classique, le sauveur se sent coupable s'il / elle ne va pas à la rescousse. Cependant, son sauvetage a des effets négatifs : il garde la victime dépendante et donne à la victime la permission d'échouer. Les avantages découlant de ce rôle de sauvetage sont que l'attention du sauveur à lui-même est supprimée. Quand il / elle concentre son énergie sur quelqu'un d'autre, cela lui permet d'ignorer sa propre anxiété et ses problèmes. Ce rôle de sauvetage est également très important, car leur intérêt principal réside dans l'évitement de leurs propres problèmes déguisés en préoccupation pour les besoins de la victime.

Le persécuteur ou bourreau agit sur la victime. Si le persécuteur tente de nouer cette relation avec une potentielle victime, celle-ci pourra

réagir différemment : adopter une position de victime ou ne pas se laisser faire.

Le persécuteur insiste : « Tout est de votre faute. » Le persécuteur contrôle, blâme, critique, oppressant, est en colère, fait preuve d'autorité, est rigide et supérieur. Ces lignes dignes de célèbres psychothérapeutes peuvent expliquer la situation actuelle. Chacun peut considérer les autres acteurs comme il veut mais l'évidence est que le Mali est dans la position de la Victime. Et, c'est mortifère et absolument contre-productif d'autre plus que la victime semble ne pas réaliser son vrai statut et continue de faire comme si de rien n'était.

Le piège communautaire...

C'est la dernière trouvaille des bienpensants ; ils ont vite fait d'opposer Dogons et Peulhs ; Bambara et Peulhs ; Dogons, Bambara, Bozo et Peulhs.... Et que sais-je encore ! comme si, du jour au lendemain, l'architecture civilisationnelle bâtie au fil des âges pouvait s'écrouler aussi facilement qu'un château de cartes. Les ennemis de notre peuple sont à l'œuvre ; il ne faut leur donner ni arguments ni minutions pour les conforter dans leur entreprise de destruction. Il nous faut puiser des ressources insoupçonnées enfouies en chacun de nous pour faire échec à leur basse manœuvre. Chacun de nous est Peulh, Dogon, Bozo, Bambara, Sonrhāï, Touareg... et ce brassage est notre meilleur argument pour mettre en déroute les ennemis déclarés de notre pays. Secouons-nous un peu ; transcendons nos intérêts immédiats et pensons à notre pays et, en toute simplicité, les solutions sauteront à nos yeux. Quelle que soit l'issue de la crise au centre du Mali, elle interpellera notre capacité à gérer efficacement les conflits qui jalonnent la marche de l'Etat-Nation que nous sommes, que personne ne nous conteste mais que des entités malintentionnées voudraient voir mise à mal sur l'autel de leur sombre dessein. Plaise à Dieu, le Mali sera le cimetière des aventuriers !

■ **Drissa KANAMBAYE,**
Université Catholique de Louvain
(Belgique)

Région de Mopti : Un proche de Konaré nommé gouverneur

Le dernier Conseil des ministres, tenu le mercredi 26 juin à Koulouba, sous la présidence du Chef de l'Etat, Ibrahim Bouba-car Keïta, a procédé au chapitre des nominations individuelles, au remplacement du gouverneur de Mopti, le Général Sidi Touré, limogé, une semaine auparavant.

Le tout nouveau chef de l'exécutif régional est aussi un Général. Il s'appelle Abdoulaye Cissé alias Blo. De teint noir, taille moyenne, avoisinant les 100 kg, ce Général de terrain est un Sarakolé de Kita et non un Peulh comme le prétendent certains. C'est lui qui a donc désormais la lourde responsabilité de coordonner les activités administratives, voire militaires du Centre du pays.

Nous le connaissons depuis sa première affectation à Tombouctou, en sa qualité de sous-lieutenant. La rébellion arabotouarègue battait son plein dans les années 1990-1994.

Très engagé, déterminé et perspicace, il a fait parler de lui dans la Cité des 333 saints. Toutes les sorties de son bataillon sur le terrain étaient victorieuses. Blo, comme on l'appelait, était très applaudi par les citoyens.

En vacances à Tombouctou en 1993, étudiants fougueux que nous étions, nous nous rappelons bien d'une chaude altercation que nous avons eue avec lui, en essayant de défendre une thèse. Mon Dieu, sa jeunesse aidant aussi, le sous-lieutenant Blo s'est montré intraitable. Nous étions obligés de lui présenter des excuses. Depuis, nous avons eu une bonne impression de ce soldat.

Son courage et sa bravoure lui ont même valu d'avoir une épouse à Tombouctou. Pas n'importe laquelle ? Une femme, issue d'une grande famille métisse (arabe et sonrhāï), au détriment de bien d'autres personnes.

Ce qui en disait déjà long sur l'ambition de ce sous-officier, muté à Bamako, avant d'enchaîner plusieurs formations y compris dans des écoles de guerre en France.

A son retour, le poste, le plus relevé qu'il a occupé, est celui d'aide de camp du président Alpha Oumar Konaré, jusqu'à la fin de son ul-



time mandat. Il l'a accompagné également à Addis-Abeba, au siège de l'Union africaine. Ensuite, Colonel de son état à l'époque, il s'est vu propulser dans une cellule d'anti-terrorisme de l'U.A, avec résidence à Alger. Il collectait, traitait et analysait toutes les informations relatives au terrorisme sur le continent. Il organisait des séminaires sur la problématique en faveur des militaires et officiers de police judiciaire.

C'est ainsi qu'il avait sollicité le président ATT pour revenir mettre son expérience au service du pays. Il y avait déjà eu la rébellion Kidaloise de 2006, le retour des Touaregs libyens dans l'Adrar des Ifoghas, les différents otages... Le territoire était déjà cerné par les terroristes algériens et alliés.

Le Colonel voulait descendre sur le terrain, dans la région de Gao. Finalement, ATT l'envoie à Sikasso, une zone calme, comme commandant de la zone militaire. La mort dans l'âme, il s'exécute en bon militaire.

Avec le coup d'Etat d'Amadou Aya Sanogo, il était parmi ceux qui ont été accusés de contre-coup- d'Etat. La suite est connue. Il est réhabilité et muté à l'état-major général, en sa qualité de sous-chef d'état-major, en charge des opérations militaires.

Très discret, rigoureux, le Général Cissé a la réputation d'être un vrai soldat, qui n'a peur de rien, qui fonce sur l'ennemi. Il est peint comme étant quelqu'un qui s'est bien préparé au métier de soldat. Les gens de Kita ne diront pas le contraire.

■ **El Hadj Chahana Takiou**



Trois grandes figures pour conduire le dialogue politique : Forces et faiblesses des choix non consensuels

L'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maiga, le médiateur de la République Baba Hakib Haidara et l'Universitaire Aminata Dramane Traoré sont les trois personnalités nommées lors du Conseil des Ministres extraordinaire du 7 juin 2019 pour piloter le dialogue politique inclusif tant attendu par le peuple malien. Tout comme le Pr Dioncounda Traoré pour le centre, ces trois personnalités ne souffrent d'aucune suspicion sur leur moralité et seraient à hauteur de mission, rien qu'à en juger par leur parcours. Mais est ce que la seule carrure suffit dans le contexte actuel de crise de confiance au Mali pour être un bon pilote ? Voici les forces et les faiblesses de ces trois pilotes devant conduire le dialogue à bon port.

Comme forces, les trois personnalités semblent être choisies sur la base de leur neutralité politique. Elles jouissent d'une bonne presse et semblent être irrépro-

chables dans la gestion des affaires publiques. Une autre qualité serait leur représentativité. On dit d'elles qu'elles sont les représentants de trois grandes entités, à savoir la Majorité avec Baba H. Haidara, qui serait un proche du Président IBK, l'Opposition avec Ousmane Issoufi Maiga, qui serait proche de l'URD et enfin de la société civile avec Aminata D Traoré avec son Mouvement alter mondialiste. Autres atouts des trois figures, sont les postes de responsabilité qu'elles ont occupés ce qui leur donne une certaine légitimité. Ousmane Issoufi a été plusieurs fois ministre et a fini par la plus haute marche de l'Administration avec le poste de Premier ministre. Quant à Baba Hakib Haidara, il est l'actuel médiateur de la République et fut Ministre sous Alpha Oumar Konaré, tout comme l'Altermondialiste Aminata Dramane Traoré. Donc, leur parfaite connaissance du pays devrait faire de ces trois personnalités un bon trio pour piloter le dialogue politique inclusif. L'arbre ne devant pas cacher la forêt en dépit de ces qualités, les trois personnalités souffrent d'un manque de consensus dans leur choix.

Rien qu'à en juger par la déclaration de l'ADEMA Association et surtout du Mouvement en gestation contre le dialogue politique, s'il n'est pas véritablement inclusif et surtout contre la révision constitutionnelle qui serait l'une des recommandations phares de ce dialogue. On peut en déduire qu'elles n'auront pas le soutien d'une frange importante de l'opposition. Pour rappel, le Mouvement en gestation qui engloberait des associations de la société civile des partis politiques, des regroupements politiques, aurait comme première mission de s'opposer à toute initiative unilatéralement prise par le pouvoir. Selon nos informations, la contestation du choix de ces trois personnalités en ferait partie. La montagne du choix de ces figures représentatives des forces socio politiques risque d'accoucher d'une maigre souris du boycott de l'opposition.

En somme, le Président de la République n'arrive toujours pas à se défaire de son manteau impérial pour devenir un Président d'une république démocratique et surtout d'un pays malade comme le Mali qui a besoin de tous ses fils pour le sauver. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, il peut redresser la barre en impliquant les forces sociopolitiques qui s'estiment exclues du débat.

■ Youssouf Sissoko

Pr. Ali Nouhoum DIALLO, Ancien Président de l'Assemblée Nationale du Mali ? Questions aux maliennes et aux maliens : Et si la prorogation du mandat des députés n'était pas le moindre mal ?

Citoyennes et citoyens du Mali ; sommes-nous si sûrs que la prorogation du mandat des députés est le moindre mal ? Le moindre mal pour qui au fait ? Pour celles et ceux qui, comme nous, ont des enfants, des camarades, des amis, des relations au sein de l'Assemblée Nationale ? Pour tous ceux qui espèrent que, par sentiment de rédévabilité envers le Pouvoir qui, par deux fois a prorogé illégalement leur mandat, les députés vont voter les yeux fermés tout projet de Loi déposé par le Gouvernement sur la table du Président de la représentation nationale qui, soit dit en passant, légalement, ne représente plus le peuple malien ? Cette représentation qui faute de retourner aux urnes pourrait être suspectée d'illégitimité !

Le moindre mal pour tous ceux, toutes celles qui, connaissant bien le bilan de leur mandat parlementaire, ont une peur bleue de solliciter à nouveau le suffrage des électeurs ?

Débuts confus.

Le moindre mal peut être pour nos partenaires qui auraient une lecture différente de celle des maliens, des causes de l'instabilité actuelle du Mali et qui sont pressés de faire une nouvelle Constitution incluant des éléments de l'accord de Bamako issu du processus de Ouagadougou et concocté à Alger, germes de la « distribution » du Mali !

Citoyennes, citoyens du Mali, ne devrions-nous pas craindre qu'un projet de Constitution concocté à la hâte soit adoptée en catimini par le Parlement actuel et ait force de Loi fondamentale sans référendum ; la situation sécuritaire gravissime ne permettant pas sa tenue ? Il se peut aussi que la Communauté Internationale, croyant sincèrement que la nouvelle Loi fondamentale est la solution à la crise multidimensionnelle du Mali, instruite à la rébellion de l'Adrar de laisser le référendum se dérouler



sans violences, dans la sérénité. Cependant ne serait-il pas préférable que le 30 juin, les députés soient remerciés et félicités pour le travail abattu pendant les six mois de prorogation illégale de leur mandat ?

La violation de la Constitution de 1992 ne doit pas faire jurisprudence comme le voudraient certains juristes. L'erreur est humaine, mais persévérer dans l'erreur procède du diable, dit un vieil adage. Faudrait-il ancrer dans l'esprit des maliens qu'une Constitution est un chiffon de papier qu'on peut déchirer ou brûler au gré des circonstances ? N'est-il pas au contraire mieux indiqué de cultiver chez les citoyens et citoyennes du Mali, l'Esprit des Lois ; de faire d'eux progressivement des hommes et des femmes du Livre, bannir la tendance des chefs africains à dire : « La Loi c'est Moi ! » ?

En remerciant les députés et en les renvoyant à leurs électeurs le 30 juin, le pays les incite à redevenir plus humbles, davantage civiques, davantage plus proches des préoccupations des populations meurtries du Mali ; particulière-

ment celles du Delta Intérieur et des zones exondées des 4ème et 5ème, régions du Mali. Il faut que renaisse dans la conscience des députés, le souci de rédévabilité envers le peuple qui les a élus.

En outre, le paravent entre le peuple et l'Exécutif, qu'est le Parlement, une fois dissous le 30 juin 2019, le Président de la République sera face à ses responsabilités et gèrera le pays par ordonnances sans aucun faire valoir. Ces ordonnances seront bien sûr à soumettre à la Cour Suprême pour contrôler la correction de la rédaction ; et à la Cour Constitutionnelle pour la conformité à la Loi fondamentale du 25 février 1992. La Nation ne courra pas plus de risques que lorsque ces ordonnances seraient examinées par un Parlement empreint d'un esprit de rédévabilité envers l'Exécutif, parce que « nommé » au même titre que les fonctionnaires de la République et les membres des deux institutions judiciaires : la Cour Suprême et la Cour Constitutionnelle.

La crainte de l'instauration de la dictature par

le biais de la gestion du pays par ordonnance, est compréhensible. Le Président de la République, le Premier ministre, les autres membres du Gouvernement se savent surveillés par la société civile et les Partis politiques de toute sensibilité politique ; mais singulièrement les Partis de l'opposition. Qui plus est, en plus de l'immense travail de sensibilisation des citoyens et des citoyennes du pays en crise auquel se livreront les anciens députés en vacances mais soucieux de réélection, l'Exécutif utilisera le budget alloué à l'Institution parlementaire pour payer au moins une partie de la Dette intérieure. Cette somme, si modeste soit-elle, constituera tant soit peu un bol d'air pour l'économie du pays en souffrance.

Privé de son paravent parlementaire l'Exécutif va s'atteler à l'organisation des Assises Nationales inclusives, lesquelles contribueront à la refondation de l'Etat ou à la redéfinition de ses institutions. L'organisation de ces Assises doit être un préambule à toute réforme institutionnelle ou refondation de l'Etat. Après toute réflexion, le pire des maux dans le domaine ici concerné : la prorogation du mandat des députés

au gré de l'Exécutif, n'est-il pas la banalisation de la Constitution, fondement des monarchies constitutionnelles, des républiques et de la démocratie ?

Aussi, c'est un devoir pour les maliennes et les maliens de se mobiliser pour que le Gouvernement de mission du Dr. Boubou CISSE soit un vrai gouvernement de mission. Pour ce faire, le Premier ministre doit s'assumer en incitant constamment le Chef de l'Etat, le Président de la République Ibrahim Boubacar Keïta, à focaliser toute son attention sur l'organisation des Assises nationales inclusives et sans sujet tabou. Les citoyens et les citoyennes du Mali doivent rêver de réussir ces assises nationales permettant de définir tous les éléments permettant :

- La rédaction de la nouvelle Constitution ;
- La restauration d'une part, de l'intégrité du territoire nationale, et d'autre part d'une paix durable ;
- La sauvegarde de la souveraineté nationale de l'Etat malien et du pluralisme politique, syndical et confessionnel ;

Toutes choses qui seront abordées et résolues

lors des Assises nationales inclusives et sans aucun sujet tabou.

Citoyennes et citoyens, travaillons à ce que le Président Ibrahim Boubacar Keïta soit, après Alpha Oumar Konaré et contrairement aux autres, un ancien Chef de l'Etat malien non chassé par une insurrection populaire parachevée par un groupe d'officiers républicains et démocrates ou par un coup d'Etat pur et simple.

En avant donc pour la tenue d'assises nationales inclusives et sans sujet tabou :

– Seule voie sûre aujourd'hui d'aboutir à la réconciliation nationale, à une paix si non définitive au moins durable, à l'élaboration d'une Constitution consensuelle, fondement d'une République solide et d'une démocratie large et profonde ;

– Seule voie permettant de se mettre d'accord sur la méthode de reconstruction de l'Armée nouvelle et véritablement nationale, de l'école acceptée par tous les citoyens. En un mot, seule voie pour sauver le Mali !

Seule voie pour tout dire de sauver le Mali, la Démocratie et les Institutions républicaines.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Pr. Ali Nouhoum DIALLO, Ancien Président de l'Assemblée Nationale du Mali, Ancien Président du Parlement de la CEDEAO Au bout du rouleau : **IBK, la panne du Mali !**

Qu'est-ce que les maliens n'étaient pas prêts à consentir comme efforts pour juguler l'enfer que leur pays traverse depuis des années? Les flammes de la contestation électorale, portées par près d'une vingtaine de candidats et leurs sympathisants, se sont éteintes grâce à des pressions et à des implications de toutes sortes. Le Mali, dont la grande partie du territoire est devenue une zone de non droit, est encore sous respiration artificielle grâce à une assistance internationale avec toutes les interprétations et incompréhensions.

Ibrahim Boubacar Keita, cet « animal politique » des premières heures de la démocratie, continue d'enfoncer le pays, avec des choix aveugles et unilatéraux. En ces temps de crise, sur des décisions qui engagent le pays, IBK n'informe même pas ??? que ses ministres avec lesquels il devrait pourtant décider de bien de choses. La difficulté est que l'action précède toujours la consultation et même la concertation. Cela relève d'une mauvaise lecture d'un chef suprême de l'armée et de la magistrature.

Le jeu politique au Mali, comme partout ailleurs, est animé par des hommes et de femmes aux ambitions individuelles ou collectives. La décrispation politique, concoctée et cantonnée dans un gouvernement dit de mission n'est pas au bout de ses peines. Au moment où plusieurs ministres bousculent les défis relevant de leurs départements, sous une certaine impulsion de Boubou Cissé, une pièce essentielle dans le jeu de IBK, continue de faire gripper la machine. Mais au sommet de la chaîne, la catastrophe se joue, le mépris se consolide et l'humilité disparaît. Le chef de l'État semble être le produit d'une communication lamentable, l'incarnation d'un président sans conseillers sincères ou compétents. Aujourd'hui, rien ne se joue à Koulouba car l'échec qui y est né reste constant et va de mal en pis.

Au lieu de se soucier de la délétère cohésion sociale, IBK nargue les maliens à chacune de ses sorties médiatiques, surtout chez nos confrères à l'étranger. S'il ne radote pas, qu'il sache qu'un chef doit plus de réserve et de me-



sure. À Koulouba, depuis des mois déjà, il n'a plus de piédestal. Les nombreux carnages à répétition ont convaincu Ibrahim Boubacar Keita que le Mali est en guerre, cette guerre silencieuse en 2013 et qui lui avait permis d'aller se vanter à Kidal avant de négocier discrètement pour la campagne de 2018. Le mal d'IBK résiderait-il dans sa nature, dans son orgueil ou dans son idéologie ?

Ses alliés sont certes importants, mais pas autant que ses propres militants qui l'ont porté par deux fois, quelles que soient les circonstances, à la magistrature suprême. La majorité présidentielle s'est éclatée sous ses yeux et par ses actions, ses espoirs viennent aujourd'hui de certains cadres de son opposition. IBK possède encore un brin de chance à saisir afin d'arrêter

l'hémorragie d'une République qui se meurt dans les violences et dans les violations constitutionnelles.

Il est temps que le Président prenne au sérieux son parti, le RPM. Pas de façon théâtralisée, mais avec objectivité et responsabilité. Temps aussi, pour le Président de la République, de respecter les opposants, les organisations de la société civile et les leaders religieux et la Diaspora que les germes et les démons de la division ont fortement atteints. Mais il doit surtout protéger les Médias, toutes lignes éditoriales confondues, car ils pourraient constituer l'un des remparts incontestables d'un Mali livré contre l'imaginaire et l'invisible.

■ ABC

18e Anniversaire du RPM : L'intégralité du discours du camarade président Bokary Treta lors de la cérémonie de célébration au CICB, Bamako le 30 juin 2019

- Son excellence Monsieur IBK président fondateur du RPM,
- Madame KEITA Aminata MAIGA, Première dame du Mali, Invitée d'honneur
- Mesdames/Messieurs les Présidentes et Présidents d'honneur du Rassemblement Pour le Mali ; de l'UF/RPM et de l'UJ/RPM ;
- Mesdames/Messieurs les membres du Bureau Politique National du Rassemblement Pour le Mali ;
- Mesdames/Messieurs les Présidents membres de la conférence des Présidents de l'Alliance « Ensemble pour le Mali (EPM) » ;
- Mesdames/Messieurs les Présidents des partis amis et partenaires ici présents qui ont bien voulu répondre à notre invitation ;
- Messieurs les Présidents des Institutions, membres du RPM
- Mesdames/Messieurs les ministres membres du Rassemblement Pour le Mali ;
- Mesdames/Messieurs membres du corps diplomatique et consulaire ainsi que les représentants des organismes de développement accrédités auprès de la République du Mali ;
- Mesdames, Messieurs les membres des commissions statutaires du Rassemblement Pour le Mali : commission centrale de discipline, commission d'Audit et de contrôle financier, commission de conciliation et d'arbitrage ;
Mesdames les membres du Bureau National de l'Union des Femmes du Rassemblement Pour le Mali, Merci pour l'organisation de la présente cérémonie et votre mobilisation exceptionnelle
- Mesdames/Messieurs les membres du Bureau National de l'Union des Jeunes du Rassemblement Pour le Mali ;
- Honorables Députés élus à l'Assemblée Nationale, militants du Rassemblement Pour le Mali ;
- Honorables Conseillers nationaux,



membres du Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Mali, militants du Rassemblement Pour le Mali ;
- Mesdames/Messieurs les Présidents des Conseils des Collectivités : régions, cercles et communes, militants du Rassemblement Pour le Mali ;
- Mesdames/Messieurs les Présidents des organisations nationales de la société civile plurielle : distinguées légit-

mités traditionnelles, autorités morales et religieuses et leaders d'opinion du Mali ;
Militantes et Militants du Rassemblement Pour le Mali ;
- Distingués invités ;

A vos rangs, titres et grades respectifs,
Tout protocole observé
Permettez-moi, avant tout propos de rendre une

grâce infinie à Dieu, notre Seigneur qui nous a permis de vivre ces moments de rendez-vous avec notre histoire que beaucoup d'autres ne verront pas.

Aussi, voudrais-je me réjouir tout particulièrement de la présence effective et de qualité de nombreuses personnalités. En particulier, je voudrais saluer la présence physique parmi nous :

- des familles fondatrices de Bamako,
- des autorités religieuses,
- des chefs de partis politiques EPM, FSD, COFOB, URD, YELEMA, ADP-Maliba, RPDM, CNAS Faso-héré, APM-maliko, FARE An Ka Wuli,
- les présidents des organisations, Associations et clubs de soutien à la candidature d'IBK (Mali IBK, Présidents membres de la conférence des faitières, les APM, association Arc-en ciel, MIK)
- les grandes associations culturelles du Mali (Association culturelle des soninkés du Mali, COREN, CAFO, CNJ, CNSC, HCME, Ginna Dogon, Tabital Pulaaku, grand forum de mandé, Temedt, Irganda, CMA, Plateforme, Association KABU du Mali, RECOTRADE, association des griots du Mali, association ALKARAMA, plateforme des jeunes du nord, association ALAFIA)
- les représentants du corps diplomatiques et consulaires ainsi que les organismes de développement accrédités auprès Mali,
- les institutions de la république, les membres du gouvernement

A toutes et à tous, je voudrais souhaiter la très cordiale bienvenue aux festivités du 18e anniversaire de notre parti, le Rassemblement Pour le Mali.

La présence significative et de très haute qualité des Présidents des partis alliés et amis, singulièrement des membres de la conférence des Présidents de l'EPM, est le témoignage éloquent de la considération réciproque et de l'estime que tous manifestent à l'endroit du RPM dont toute l'action reste dédiée à l'approfondissement de la coopération politique et de la solidarité entre nos différents appareils en vue de rendre davantage visible et audible notre implication dans la mise en œuvre du projet « Notre grand Mali avance » sous la direction de son Excellence IBK, Président de la République, Chef de l'État.

Les mots me manquent donc pour exprimer les sentiments de reconnaissance et de gratitude à toutes et à tous, qui par votre présence avez donné à cet évènement, un éclat tout particulier.

La célébration de notre 18e anniversaire se déroule dans un contexte marqué par une insécurité grandissante liées aux violences commanditées et perpétrées par des djihadistes, des narcotrafiquants, et des bandits armés de tout ordre, qui sèment la terreur par des attaques terroristes, barbares et meurtrières ciblant les populations civiles, les forces armées et de sécurité nationales ainsi que les forces internationales participant à la mission de stabilisation du Mali.

Le contexte est aussi marqué par la signature de l'accord politique de gouvernance, le vote de la loi organique relative à la deuxième prorogation de la législature, et le vote de la résolution 2480 du Conseil de sécurité des nations unies prorogeant le mandat de la MINUSMA jusqu'au 30 juin 2020.

30 juin 2001- 3à juin 2019 - que d'épreuves surmontées, dans la douleur mais dans la dignité et avec un engagement militant pour porter le projet RPM et cheminer lentement mais sûrement vers les objectifs de Justice, de Progrès et de Solidarité de notre projet de société.

Au cours de ces 18 années de sacrifices et de don de soi, beaucoup de nos camarades qui ont partagé avec la même détermination la vision d'un Mali nouveau, réhabilité dans ses valeurs cardinales et notre conception de faire la politique autrement, ne sont plus parmi nous aujourd'hui. En ce jour de mémoire et de prière, comment ne pas se rappeler de quelques-uns d'entre eux. Sans être exhaustif, je voudrais citer :

- Feue Djeneba Samba SOUCKO,
- Feue Kadary BAMBBA,
- Feue Amady MAKALOU de Kayes,
- Feue Ngolo SANOGO de Sikasso,
- Feue Adama TRAORE de Sikasso,
- Feue Salif TRAORE de Koutiala,
- Feue Bakary KONE de Kolondieba,
- Feue Abdou CISSE de Mopti,
- Feue Honorable Alhousseini Younoussa MAIGA d'Ansongo,
- Feue Baba Kodo MAIGA de Gao,
- Feue Baba Oul Sidi El Moctar KOUNTA et Feue INTALLAH Ag Attaher de Kidal,
- Feue Honorable Oumou Simbo KEITA de Bamako,
- Feue Boubou KOITA de Bamako,
- Feue Hamoro DIARRA de Bamako,
- Feue Mamadou CAMARA de Barouéli,
- Feue Baconi BALLO de Bamako,
- Feue Boubou CAMARA,

Et bien sûr

- Feue Nene Astou DOUMBIA,
 - Feue Sanaba SISSOKO,
- Plus récemment,
- Feue Seydou OUOLOGUEM de Bamako,
 - Feue Seydou Bassi KEITA de la CMDT.

A la mémoire des disparus, je vous prie d'observer une minute de prière. Merci

A ces prières, j'associe les nombreuses victimes civiles et militaires nationales et étrangères tombées sur le champ de l'honneur dans la défense de notre patrie, le Mali.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour exprimer notre reconnaissance et la gratitude du peuple malien aux Etats et aux peuples dont les enfants « font le sacrifice de leur vie pour répondre à la demande d'aide formulée par le Mali et combattre le terrorisme aux cotés de leurs frères d'armes maliens ».

Mesdames et messieurs, Militantes, militants et sympathisants du RPM, Distingués amis et invités du RPM,

La célébration du 18e anniversaire de notre parti me donne l'occasion de saluer et de réitérer mes chaleureuses félicitations au Président fondateur, en votre nom, en celui de l'ensemble du peuple du RPM et au mien propre, pour ses efforts inlassables et ceux du Gouvernement de mission dirigé par le PM, Dr Boubou CISSE, en vue d'apaiser le climat politique au travers le dialogue politique inclusif, dont la cérémonie officielle d'installation des facilitateurs a eu lieu à Koulouba le mardi 25 juin 2019. Ce dialogue par des conclusions et recommandations pertinentes devra permettre au gouvernement de conduire le vaste chantier des réformes politiques, institutionnelles et sécuritaires tant attendues et mieux l'outiller dans la gouvernance sécuritaire, sociale et financière de l'État. Je joins ma voix, à cet effet, à l'ensemble de nos concitoyens soucieux de la cohésion nationale, de la concorde sociale, de la stabilité des institutions et de la paix pour encourager les facilitateurs et les exhorter à démarrer dans les meilleurs délais le dialogue politique inclusif tant attendu.

Camarades, membres et sympathisants du Rassemblement Pour le Mali, Distingués invités ;

Notre 18e anniversaire nous donne l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur le parcours de notre parti et d'imaginer l'avenir au prisme de la mise en œuvre harmonieuse de notre projet de société et notre programme de gouvernement en cohérence avec les défis de l'heure et les engagements électoraux.

Dans cette perspective, le RPM se félicite de la réélection de notre candidat son Excellence El hadj Ibrahim Boubacar KEITA lors de la présidentielle de juillet et d'août 2018. Cela a été rendu possible grâce à l'engagement des militants du RPM, des partis membres de l'Alliance Ensemble Pour le Mali (EPM), des associations et clubs de soutien et de nombreux amis, sympathisants et citoyens qui ont partagé la vision et le programme du président IBK.

Le report des législatives de 2018 a placé notre pays devant des choix difficiles : rassembler les filles et les fils dans le cadre d'une union sacrée des forces politiques et sociales en vue de faire face aux défis nationaux dans le respect des institutions, de la constitution et de nos engagements internationaux.

La prorogation non pas du mandat des députés mais de la législature de l'Assemblée Nationale n'est pas un choix délibéré, mais la solution la moins couteuse et l'option de moindre mal pour préserver la continuité de l'Etat et le fonctionnement régulier des institutions et ce dans le respect de la constitution.

C'est pourquoi, je lance un appel militant à l'ensemble des forces politiques et sociales à la compréhension et à la coopération autour de l'essentiel.

Au gouvernement, je voudrais insister sur l'urgence d'élaborer une proposition de feuille de route des réformes majeures y compris celle

contenue dans l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, un chronogramme de mise en œuvre et un engagement solennel à tenir dans les délais. Ces éléments seront soumis aux débats du dialogue national pour discussion et validation.

Le vendredi 28 juin 2019, par la résolution 2480 (2019), le conseil de sécurité a décidé, à l'unanimité de proroger le mandat de la MINUSMA jusqu'au 30 juin 2020. Le RPM salue la décision des nations unies,

- Premièrement d'autoriser la MINUSMA à utiliser tous les moyens nécessaires pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, par le Gouvernement, les groupes armés ainsi que par d'autres parties prenantes maliennes et,

- Deuxièmement de faciliter l'application d'une stratégie globale et son plan de mise en œuvre afin de protéger les civils, de réduire les violences intercommunautaires et de rétablir l'autorité et la présence de l'Etat ainsi que les services sociaux de base dans le nord et le centre du pays.

La réussite de tous ces chantiers se mesurera à l'aune de l'apaisement de la situation sécuritaire et du climat sociopolitique dans le pays, du rétablissement de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national y compris Kidal et de la relance du processus électoral.

Dans cette perspective, la révision de la constitution du 25 février 1992 apparaît comme l'élément clé que le parti se doit de porter politiquement. Aussi voudrais-je inviter les responsables du RPM ainsi que ceux de l'alliance EPM à assurer une bonne préparation du dialogue politique, une grande mobilisation de nos bases politiques et sociales respectives en vue des échéances référendaire et électorales à

venir.

L'année 2019 est l'année du 5e Congrès ordinaire du parti. Nous devons mettre le cap sur l'avenir avec des objectifs clairs qui sont de gagner les élections sénatoriales, législatives, régionales, locales et communales partielles pour préserver et renforcer notre place de première force politique du pays.

Dans ce contexte, les structures doivent réfléchir sur les mécanismes de redynamisation du parti notamment par l'implantation de nouvelles structures là où elles n'existent pas, la formation des cadres notamment des jeunes et des femmes, la recherche de financement des activités politiques, l'animation permanente et la communication interne.

Le 5e Congrès ordinaire du parti se tiendra courant 2019 INCHA ALLAH. Il dotera notre parti de nouveaux organes et définira les directives pour les combats à mener. Dans les jours à venir le BPN prendra des dispositions en vue du lancement des opérations de renouvellement des organes à la base. J'en appelle aux responsables du parti à tous les niveaux pour que ces opérations se déroulent dans les meilleures conditions pour garantir la cohésion interne, la modernisation du parti et son renforcement auprès des institutions et des populations. Le succès est à ce prix.

Vive le RPM,

Vive le Mali, réconcilié avec toutes ses filles et tous ses fils.

Joyeux anniversaire au RPM,

Joyeux anniversaire à Madame Diawara Aissata Lady TOURE, Présidente de l'UF-RPM.

Bamako, le 30 juin 2019

Dr Bokary Treta, Président du RPM



**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez- vous dans nos agences

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

SPRIT



Inaïssa Touré, actrice comédienne : “Nous déplorons la fermeture des salles de cinéma et de spectacle au Mali”

Dans l'entretien ci-dessous, l'actrice comédienne, Inaïssa Touré, nous amène dans le monde du 7e art au Mali. Elle nous fait découvrir les difficultés des conceptions artistiques avec la population malienne et l'inertie des autorités dans la promotion de l'art et la culture.

Mali Tribune : Pouvez-vous nous parler de l'art théâtral et la différence entre un humoriste, un comédien et un acteur ?

I. T. : Au Mali, tout est confus concernant l'art théâtral, le cinéma et les spectacles d'humour. Il y a des acteurs de cinéma, des comédiens et aussi des humoristes. Les humoristes font

rire les gens et sont plus stars que nous les acteurs comédiens au Mali (Ndlr). Moi, je ne suis pas humoriste, je suis actrice comédienne, c'est-à-dire que je joue dans des films et des théâtres. Dans l'art théâtral, il y a des comédiens comiques et des comédiens tragiques. Moi je suis comédienne tragique, voire dramatique. Je ne peux pas faire rire les gens mais je peux les faire pleurer. Par contre Habib Dembélé, malgré sa polyvalence, sait plus faire rire les gens que les faire pleurer. Il est humoriste, comédien comique.

Mali Tribune : Quand on parle de l'art théâtral, cinéma et autres, il y a forcément un public à l'attente. Quelles sont vos principales difficultés avec votre public cible ?

I. T. : Il y a ce souci de la mécompréhension de l'art théâtral par la population malienne. Le théâtre se vit, il ne se filme pas, il se vit en "live". Nous, nous avons eu cette malchance d'être avec une population qui a connu l'art avec des gens qui faisaient du "Kotèba", c'était du théâtre rural. Certains privilèges suffisaient à ces acteurs. Ce n'était pas comme aujourd'hui où l'artiste a besoin de vivre de son art. Avec l'intégration de l'art dans le programme scolaire malien en 2014, on espère que les mentalités vont changer d'ici 10 ans. Il y a aussi un deuxième problème : la langue. Dans les autres pays voisins, tout le monde parle le français. Si tu prépares un spectacle, tout le monde s'y retrouve mais ici au Mali, on a un gros problème de langue. Les sponsors (ONG et autres), exigent le français. Le public cible ne comprend pas la langue française. Donc on a de grandes difficultés à faire converger les deux, sponsors et public.

Mali Tribune : L'autorité politique vous accompagne-t-elle comme il se doit ? Sinon, quelles sont vos attentes aujourd'hui ?

I. T. : Les autorités maliennes ne se soucient pas du tout de leurs artistes. Tout ce qu'ils disent à propos de leur culture n'existe pas dans leur comportement. Ils mettent des gens dans des fonctions culturelles qu'ils ne méritent pas. Des gens qui méconnaissent la culture malienne et qui ne s'en soucient même pas. Ce que nous déplorons aujourd'hui, c'est la fermeture des salles de spectacle et de cinéma au Mali. D'ailleurs il n'y a pas de salle spécialement conçue pour le théâtre au Mali. On veut des salles, de théâtre et de cinéma, l'entrepreneuriat culturel passe obligatoirement par des espaces culturels. Le manque d'espace d'expression nous censure vraiment. Nous voulons que l'État rouvre les cinémas qui sont fermés au Mali. Si on ouvre ces salles de cinéma, nous en tant qu'artistes, nous serons obligés de produire pour que les salles fonctionnent. Beaucoup d'entre nous abandonnent l'art par manque d'espace d'expression.

■ Entretien réalisé par
Koureichy Cissé

Côte d'Ivoire : Bédié critique le gouvernement et expose sa vision politique



L'ancien chef de l'État ivoirien et président du PDCI, Henri Konan Bédié, lors d'un meeting à Daoukro, le 19 avril 2018, durant lequel il annonce que son parti présentera un candidat pour la présidentielle de 2020.

Le PDCI tenait son premier bureau politique de l'année ce jeudi 27 juin à Abidjan. Henri Konan Bédié dirigeait les travaux destinés à orienter les actes du parti en vue de la présidentielle de 2020. Mais c'était surtout le premier grand rendez-vous auquel participait l'ancien chef de l'État depuis ses propos polémiques du début du mois. Henri Konan Bédié avait indexé les étrangers responsables selon lui de l'orpaillage clandestin, des conflits intercommunautaires ou bénéficiant de fraudes sur l'identité ivoirienne. Mais ce jeudi, la principale cible de ses attaques était la politique du gouvernement.

Face aux représentants du parti, Henri Konan Bédié dénonce d'abord un recul démocratique dû aux dérives du pouvoir exécutif selon lui. L'ancien chef de l'État accuse notamment le pouvoir de son ex-allié Alassane Ouattara de vouloir réduire l'opposition politique au silence. Puis il déplore pêle-mêle l'absence de réelle concertation sur la réforme de la CEI, la poli-

tique du « rattrapage ethnique » ou les conséquences environnementales de l'orpaillage clandestin.

« Je peux aisément conclure sur cette affaire que le gouvernement a failli et qu'il est dans l'incapacité de répondre aux aspirations du peuple ivoirien. Que le gouvernement a atteint vraisemblablement la limite de sa compétence. »

Ensuite, l'ancien président appelle solennellement le gouvernement à des mesures immédiates : fermeture des sites d'orpaillage clandestins, désarmement des détenteurs illégaux d'armes, lutte contre la fraude sur la nationalité, règlement des conflits fonciers. Mais surtout une réforme en profondeur de la commission électorale. Autant de thèmes de discorde.

« Nous avons l'obligation morale devant l'histoire de remporter cette élection pour offrir aux Ivoiriens un nouvel ordre économique, social, culturel, environnemental et politique de progrès et de développement durable. Et ce dans un espace de vie démocratique et apaisé. »

La prochaine étape sera la convention du parti qui d'ici la fin de l'année désignera le candidat du PDCI pour 2020.

Musellement de l'opinion

Henri Konan Bédié avait indexé les étrangers responsables selon lui de l'orpaillage clandestin, des conflits intercommunautaires ou bénéficiant de fraudes sur l'identité ivoirienne, évoquant même un « hold-up » sur la Côte d'Ivoire. Des propos sur lesquels il est revenu ce jeudi accusant le gouvernement de museler l'opposition.

« M'exprimant récemment sur le phénomène de l'orpaillage clandestin avec son corollaire de bandes armées, de la fraude de la nationalité ivoirienne, des conflits intercommunautaires et des pressions sur le foncier rural et leur conséquence sur la paix sociale dans toutes les localités concernées, je me suis vu rétorquer par le gouvernement dans un communiqué officiel que ce constat dûment connu de l'opinion nationale et internationale n'avait pas lieu d'être fait par mes soins, car ma qualité d'ancien chef de l'État m'astreint au devoir de réserve sous peine de poursuites judiciaires. En un mot, le gouvernement ivoirien demande à l'opposition politique de garder le silence. »

Bénin : Le président de l'Assemblée nationale évoque les « frustrations légitimes » de l'opposition

Pour son discours d'investiture, jeudi, le nouveau président de l'Assemblée nationale n'a pas éludé la crise politique ouverte par les législatives du 28 avril dernier, auxquelles aucune liste d'opposition n'avait été autorisée à participer. Louis Vlavonou a évoqué les « légitimes frustrations » de l'opposition, l'invitant à travailler à la restauration d'une « confiance ébranlée ».

Pour sa première prise de parole en tant que président de l'Assemblée nationale, devant des députés issus uniquement des deux formations de la mouvance présidentielle, Louis Vlavonou s'est employé à prononcer un discours d'apaisement.

S'il a insisté sur la légitimité de la « réforme courageuse de notre système partisan » qui a débouché sur une nouvelle Charte des partis politiques et d'un nouveau Code électoral, dont la mise en œuvre a été à l'origine de l'exclusion des listes d'opposition lors du scrutin, le successeur d'Adrien Houngbédji à la présidence de l'Assemblée nationale béninoise n'en a pas moins évoqué le « climat de crispation » dans lequel l'élection s'est tenue.

Nouvel appel au dialogue

« Des forces politiques n'ont pu prendre part au scrutin. Elles en éprouvent de légitimes

frustrations, sources de clivages dans notre société. Le Parlement ne saurait rester indifférent devant une telle situation », a-t-il notamment lancé devant des parlementaires issus des deux blocs se réclamant de la mouvance présidentielle : l'Union progressiste (UP), son parti – majoritaire avec 47 députés –, et le Bloc républicain (BR, 36 sièges).

Il a également pris acte de l'ampleur de l'abstention lors de ce scrutin controversé – le taux de participation n'a été que de 27 %, selon la Cour constitutionnelle –, constatant qu'avec « l'ampleur des bulletins nuls, certains de nos compatriotes qui se sont rendus dans les bureaux de vote ont exprimé une protestation citoyenne dont nous devons prendre la mesure ». Selon lui, cette abstention est le signe que « les électeurs n'ont guère approuvé ou compris les choix qui leur sont proposés ».

Pas sûr que cet appel soit entendu par une opposition qui qualifie l'Assemblée de 'Conseil d'administration de Talon S.A.'



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernière informations du moment



Guerre en Libye : La bataille de Tripoli tourne en défaveur du maréchal Haftar

Le chef de l'Armée nationale libyenne, qui avait déclenché une offensive sur Tripoli début avril, vient d'essuyer un revers majeur en perdant la localité de Gharian, son centre de commandement aux portes de la capitale.

Un char de l'Armée nationale libyenne, dirigé par le maréchal Haftar, détruit lors de la bataille pour Tripoli, le 27 juin. ISMAIL ZITOUNY / REUTERS

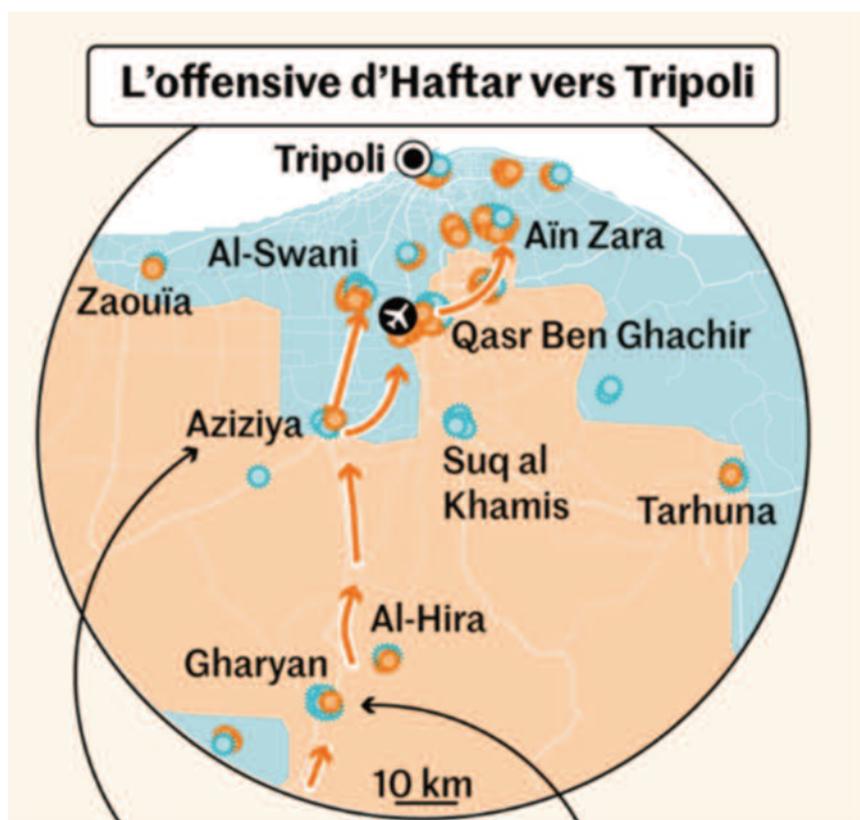
L'épisode est un tournant majeur dans la « bataille de Tripoli » commencée il y a trois mois. Les forces du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, sont sur la défensive depuis qu'elles ont essuyé un cuisant revers, mercredi 26 juin, avec la perte de la localité de Gharian, située à 80 km au sud-ouest de la capitale libyenne.

Alors que l'impasse militaire perdurait depuis le début de l'offensive du 4 avril autour des différents théâtres où s'affrontaient les forces loyales au gouvernement d'« accord national » (GAN) de Faïez Sarraj, siégeant à Tripoli, et les unités assaillantes de l'Armée nationale libyenne (ANL) d'Haftar, la défaite subie par ces dernières à Gharian bouleverse la donne.

Cette ville agrippée au flanc du mont Ne-foussa, verrou stratégique entre l'Ouest et le

Sud libyens, était devenue le centre de commandement de l'ANL dans cette région de la Tripolitaine. « Il s'agit d'une rupture dans la

configuration militaire », autour de Tripoli, commente Emad Badi, chercheur au Middle East Institute. A partir de Gharian, l'ANL alimentait en armes et en hommes ses positions sur les différentes lignes de front à Azizia, en périphérie de Tripoli ou, à l'intérieur de l'agglomération, aux abords de l'aéroport international (fermé) ou du quartier très disputé d'Aïn zara.



Les Aigles en CAN : Se sortir du piège du 3ème Jour



Au moment où la Tunisie tente d'atomiser les mauritaniens, nous, nous jouons l'Angola. Un match faussement ouvert mais vraiment fermé.

C'est ce mardi à partir de 19 heures GMT que les Aigles du Mali vont affronter les Palingas Negras (Gazelles noires) de l'Angola. Au même moment, les deux autres membres du Groupe E – tunisiens et mauritaniens – mettent les haricots de la Mère Mas-saran dans la marmite.

Pour nos voisins, qui sont les derniers du groupe, qui totalisent 1 point à leur actif et qui ont encaissé 5 buts en deux matchs, les données de cette dernière confrontation du 1er Tour (et leur dernière à eux dans cette édition) sont claires : éviter coût que coût une seconde humiliation (après les quatre buts encaissés contre le Mali).

Au contraire en face, la Tunisie va tout faire pour mieux faire que le Mali (marquer plus de buts) : au cas où. En effet, en dernier ressort, le Goal average pourrait entrer en ligne de compte. Ainsi pour la Tunisie aussi, les données du match sont claires : atomiser la République islamique de Mauritanie, s'assurer 5 points, soigner la différence de buts et attendre voir le Mali.

Les Aigles, au sortir des deux premiers matchs, sont dans un fauteuil moelleux : pre-

mier du Groupe, largement en tête, la meilleure attaque et le match le plus difficile de la Poule (E) bien négocié. Mais le siège est inconfortable.

Bien négocié ? Certes, le face à face avec les tunisiens s'est soldé par le score nul de 1 but partout. Sachant que dans le classement mondial de la FIFA, la Tunisie occupe le 2e rang africain ; un gros morceau donc. Dans l'absolu, un nul dans ces conditions est une bonne opération. Mais, dans l'absolu seulement.

“Un sentiment mitigé”

Et c'est pour cela après coup, que des regrets ont pointé leur nez côté malien. Aussi bien chez le coach intérimaire MAGASSOUBA que chez ses poulains. C'est au coup de sifflet final qu'ils sont passés de l'absolu pour relativiser leur vision de la situation. Ils avaient un peu trop respecté le 2e africain et ils le regrettaient après coup.

L'entraîneur à la fin du match au micro des confrères : « C'est un sentiment mitigé. On est content de ne pas avoir perdu le match. Mais, on regrette aussi. Car c'est un match qu'on aurait pu gagner pour avoir les 6 points et avoir une grande avance sur les adversaires ».

Au même moment et de l'autre côté du terrain, l'Aigle Diadié SAMASSEKOU en sueur donne la même réponse à d'autres confrères : « Nous

sommes un peu satisfaits et un peu pas satisfaits ». Il explique que l'adversaire était à leur portée.

Mais il est évident que les joueurs ont respecté à la lettre les consignes de jeu de leur coach. En effet, dans l'interview mentionnée plus haut, coach MAGASSOUBA salue ses joueurs pour avoir respecté ses consignes. Et est évident que ces consignes allaient dans le sens de la recherche du nul : éviter absolument la défaite et viser le nul.

Or la Tunisie était en position de faiblesse. Après un nul contre l'Angola, il fallait absolument négocier le match contre les Aigles qui constitue pour un eux l'obstacle majeur sur la route du prochain Tour. Une défaite contre le Mali en Égypte était la fin des haricots. Ils n'allaient pas pouvoir retourner au pays : le serpent a eu peur et le tueur du serpent a eu peur. Si le tueur avait eu le courage, il aurait pu tuer. Regrets.

Que faire donc ?

Mais à présent, les données sont claires pour les tunisiens. Et pour les maliens ?

Des points sûrs existent : nous sommes premiers et quasiment qualifiés pour le prochain Tour. Tout au moins, aucune élimination n'est en vue. En effet, dans le pire des cas, le wagon des meilleurs troisièmes nous prendra au passage. Mais...

Comment aborder cette dernière manche du Premier Tour face à l'Angola qui y va à la vie, à la mort ? Éviter tout risque et chercher le nul ? Et risquer de se retrouver à égalité (5points) avec la Tunisie ? Qui pourrait finir dans ce cas premier du groupe (on en connaît les avantages) ?

Jouer le va tout pour récolter 7 points, finir premier en beauté, faire peur par la suite et rencontrer une moins bonne équipe à l'entame du prochain tour ?

Être trop prudent pour éviter à coup sûr la défaite qui nous maintien à 4 point et nous place en subalterne de la Tunisie ; que nous pourrions rencontrer de nouveau ?

Face à ces questions difficiles, la balle est dans le camp du coach qui devra prendre une décision claire et la transmettre clairement. Ça n'est pas facile, mais c'est son job.

■ AMADOU TALL



CAN 2019 : 4 qualifiés, un éliminé, 19 sélections en attente...

La 3e et dernière journée de la phase de groupes de la CAN 2019 débute ce dimanche. En raison du nouveau format (les 4 meilleurs 3es des six groupes seront qualifiés), le destin de la plupart des équipes n'est pas encore scellé et le sort de 19 sélections va se jouer lors de cette dernière journée. Le point complet.

Les qualifiés : Egypte, Nigeria, Algérie, Maroc.
Un éliminé : la Tanzanie (les Taifas Stars compteront 3 points au maximum et ils termineront soit un point derrière le Sénégal et le Kenya soit à égalité avec l'une de ces deux équipes, mais comme elles l'ont toutes deux battue, elles la devanceront forcément au bilan des confrontations directes).

Les 19 autres équipes peuvent encore espérer se qualifier, mais certaines n'ont plus leur destin en main : la RD Congo, le Burundi et la Namibie. Même en cas de large victoire lors de la dernière journée, ces sélections ne compteront que 3 points et il n'est pas certain que cela suffise pour terminer parmi les meilleurs 3es.

Le Mali compte 4 points et leader du groupe E. Les Aigles tenteront de finir à la tête contre l'Angola (le mardi 2 juillet).

SAER
EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION
DES
RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest



Bélier (21 mars - 19 avril)

Malgré des complications qui vous obligeront à vous positionner, vous parviendrez à vous en sortir sans trop de heurts, à condition de miser à fond sur votre enthousiasme et votre pragmatisme. Vous attirerez la confiance et l'admiration de vos supérieurs.

Si vous avez à négocier des transactions, vous pourrez compter sur le soutien de Mercure qui vous apportera les éléments nécessaires pour les mener à bien. Des opérations diverses pourraient vous dégager de soucis administratifs, bancaires, financiers.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vénus vous rend irrésistible et la Lune magnétique. Un cocktail de choc si vous devez convaincre votre patron, des clients ou un futur employeur. Profitez de ce ciel astral favorable pour effectuer vos démarches professionnelles, vous ne serez pas déçu.

La Lune conjointe à Neptune développe votre flair dans ce domaine. Vous n'aurez aucun mal à renifler les bonnes affaires, comme les mauvais plans. Ceci vous donnera l'occasion d'écarter un projet d'investissement que vous ne sentez pas fiable.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous travaillez en équipe, pensez à laisser travailler les autres. L'un d'eux pourrait vous donner ses tâches à faire. Ne soyez pas attentionné, restez ferme dans votre travail, car l'hypocrisie règne. Il est conseillé de garder le cap sur vos fonctions.

Ne vous laissez pas influencer par les demandes venant de vos relations. Votre gentillesse peut vous exposer à sortir plus d'argent que d'ordinaire. La sagesse est recommandée. Jupiter en Sagittaire vous rend dépensier sur des articles haut de gamme.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les projets que vous aviez lancés pourraient prendre une tournure positive. Peut-être même encore plus ce à quoi vous vous attendiez. Cela vous sera agréable de voir à quel point les personnes qui vous entoureront auront confiance en vos capacités.

Vous serez bien en peine de répondre, car vous n'aurez pas la moindre idée du montant que vous pourrez investir. Il faudra pourtant vous y coller afin de décider si vous serez en mesure de vous autofinancer ou si vous devez effectuer une demande de prêt.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pouvez développer de nouveaux projets, car votre sens de l'initiative s'éveille. Des tâches peuvent avoir un lien avec une création de projet et une implication importante est demandée. Vous arrivez à relever le challenge sans vous décourager.

Vous êtes dépensier en ce moment et il est difficile de ne pas craquer devant les belles choses. Une passion peut vous entraîner vers des frais superflus qui se cumulent aux dépenses et charges liées à la vie domestique. Des petites concessions sont à faire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Écoutez votre petite voix intérieure qui vous dit que votre interlocuteur vous mène en bateau ! Vous avez suffisamment de qualités professionnelles pour ne pas accepter n'importe quoi, d'autant plus quand on tente de vous prendre pour un pigeon.

Si vous voulez renflouer vos comptes, pensez aux vide-greniers ou aux sites de vente en ligne. Ce sera l'occasion de faire du tri dans vos placards et de gagner une petite somme pas désagréable. Mais n'en profitez pas pour dépenser cet argent avant même de l'avoir gagné !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des activités sont à faire sous un délai court. Vous ne pouvez suivre le rythme et pourtant vous n'avez guère le choix. Une ambiance tendue s'est installée et la communication entre collaborateurs est insuffisante pour travailler dans de bonnes conditions.

Vos frais partent dans les dépenses liées à la famille ou aux charges anciennes, non réglées. D'anciennes dettes peuvent ralentir votre progression financière vers l'aisance. La trésorerie insuffisante demande encore de la concession et des frustrations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si votre poste vous oblige à travailler aujourd'hui, vous mettez les bouchées doubles, car vous serez particulièrement ambitieux sur la qualité de vos prestations. Vous serez également très exigeant, mais ce sera pour la bonne marche de votre activité.

Attention aux turbulences planétaires qui pourraient vous rendre imprudent. Uranus en face de vous vous poussera à prendre des risques sans forcément en mesurer les conséquences et vous incitera à vous offrir ce qui vous plaira sans regarder les prix.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

S'il y a bien un endroit où vous devez tenir votre langue aujourd'hui, c'est à votre bureau. Les dissonances vous déconseillent de l'ouvrir ! Et si vous ne pouvez vraiment pas vous en empêcher, dites les choses avec diplomatie, faites un effort...

Le carré Jupiter/Neptune vous met en garde contre des dépenses excessives. Vous n'avez pas besoin de vous ruiner pour vous faire aimer ou pour séduire. Soyez vous-même, généreux sans excès et souriez, c'est votre plus belle arme.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous savez ce que vous voulez et vous ne perdez pas votre objectif de vue. Peu importe les efforts que ça vous a demandés, vous allez enfin pouvoir savourer de récolter le fruit de votre investissement. Une bonne nouvelle vous attend, profitez-en !

Toujours aussi responsable dans ce domaine, la Lune sextile à Saturne vous permet de faire un bilan complet de l'état de vos finances. Rien ne sera laissé au hasard et vous jonglerez habilement avec les dépenses de fin du mois sans rogner sur quelques plaisirs pour vos proches.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Avant de retrouver une sensation d'épanouissement, vous devez passer par d'autres étapes. Une démission est envisagée, mais le destin peut vous placer au bon moment au bon endroit dans un nouveau poste. Une proposition imprévue vous est favorable.

Il règne de l'instabilité dans votre budget. Malgré le salaire, vos charges sont élevées et vous peinez à redresser la situation. De la patience est encore demandée. Pour la bonne cause, vous trouvez des petites astuces pour gagner quelques économies.



Poisson (19 février - 21 mars)

Peu importera que l'on commente vos décisions. Les résultats seront suffisamment parlants pour faire taire les bavards. Vous ne vous laisserez pas faire, essayant de garder votre sang-froid. Mieux vaudra feindre l'indifférence que de claquer la porte.

Vous devrez vous creuser les méninges pour trouver comment gagner davantage d'argent. D'abord, parce que vos frais augmenteront, ensuite parce que vos charges deviendront pesantes. Il n'y aura peut-être pas urgence, mais vous prendrez les devants.

FOEY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie